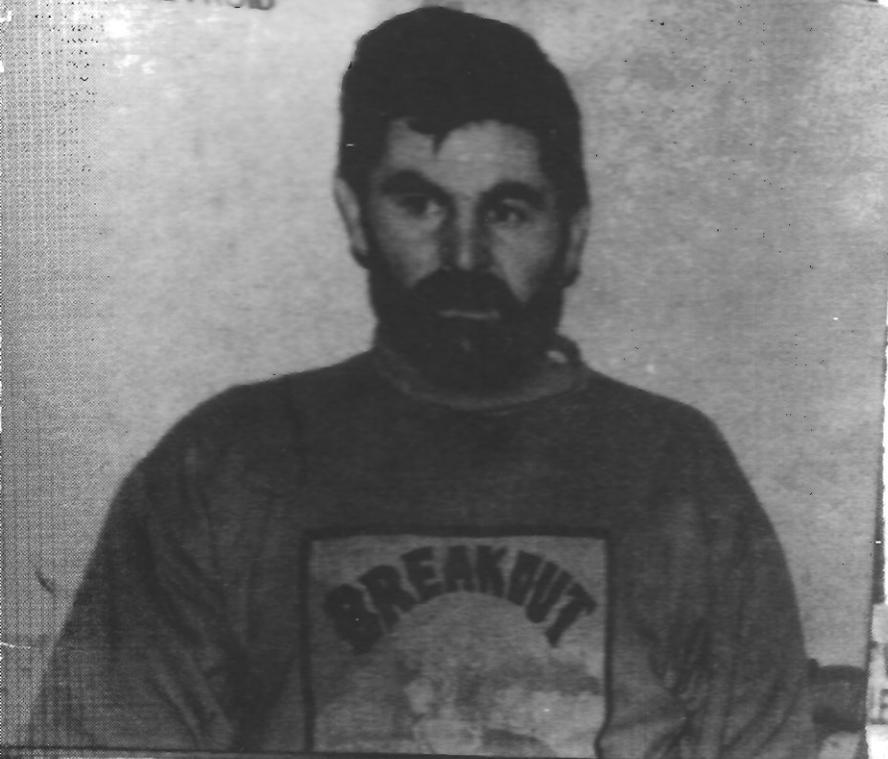


# REFLEXES

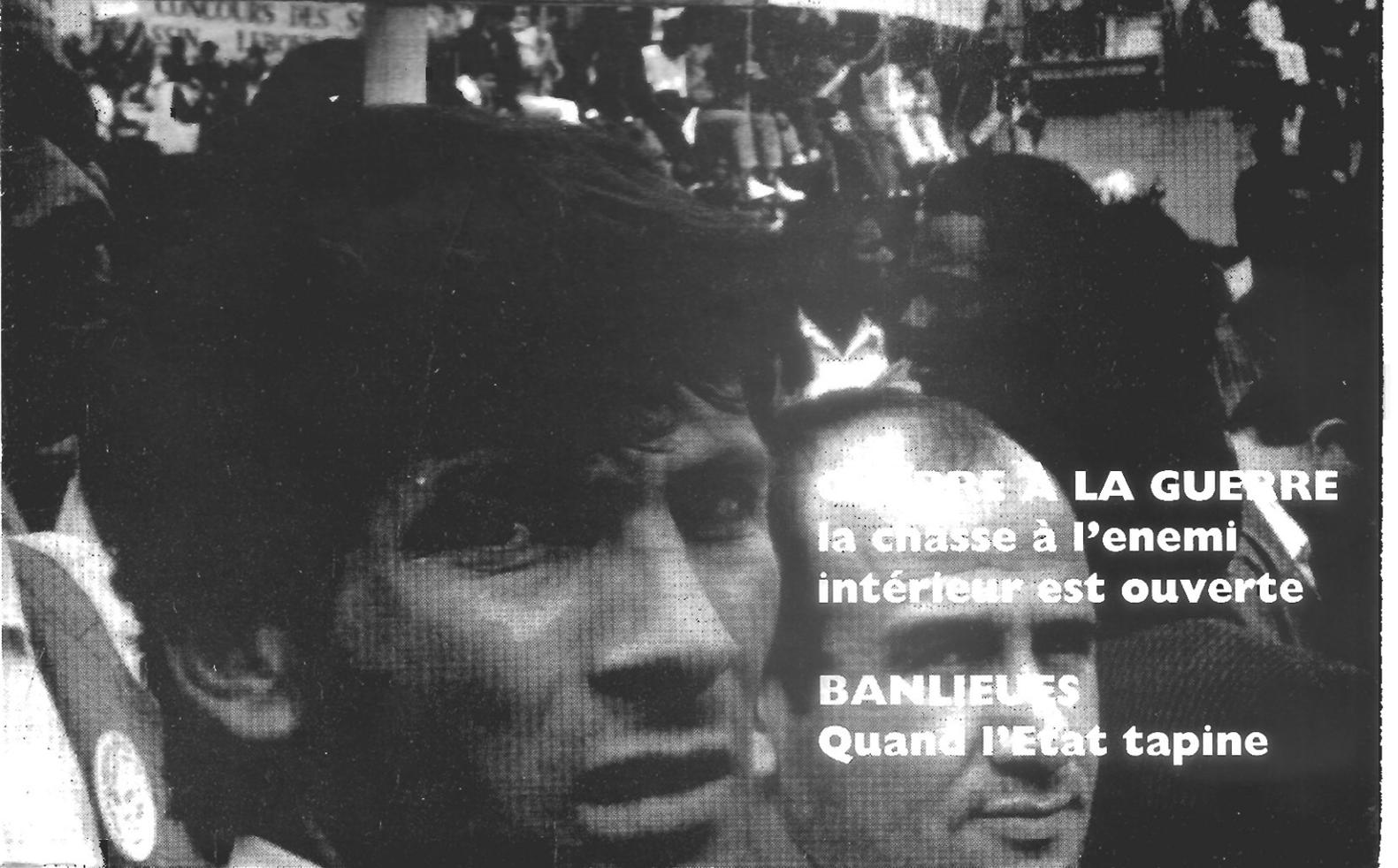
n°34

été 1991 20

LAGES INCENDIÉS ET VIDES  
PERSONNES SANS ABRI  
DANS LE FROID



## de Le Pen à Cresson : FRANCE TERRE D'EXIL



**CHASSE À LA GUERRE**  
la chasse à l'ennemi  
intérieur est ouverte

**BANLIEUES**  
Quand l'Etat tapine

# qu'est-ce que RÉFLEX:

Réflex est une association qui a pour objectif de lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes. Dans ce cadre, nous élargissons nos activités à toutes les mesures de répression prises par l'Etat français: prison, discrimination vis à vis des populations étrangères, contre les peuples en lutte (kanaky, basque, corse etc). Notre lutte n'est pas simplement hexagonale et nous faisons une place importante à l'Europe.

Notre choix de combattre sur ces terrains ne signifie pas que nous nous désintéressons des autres questions qui se posent dans notre société: tiers-monde, environnement social, économique, etc, mais nous savons que nous ne pouvons répondre et agir sur tous les terrains à la fois. D'autres associations le font. Et nous souhaitons qu'elles se renforcent. A certains moments, des rencontres peuvent s'opérer et entraîner des discussions et des actions en commun.

Nous luttons pour la constitution d'un mouvement social reposant sur des collectifs de base auto-organisés dont l'objectif est de construire des espaces autonomes et des contre-pouvoirs. Réoccuper l'espace social, réinvestir le tissu associatif, établir des solidarités, mettre en place des structures alternatives, nous semblent des tâches décisives pour élaborer une force qui au-delà de l'antifascisme pose les jalons d'une autre société.

Dans notre journal, nous retraçons les réflexions, les actions et les initiatives des collectifs qui agissent sur les terrains décrits ci-dessus.

Depuis quatre ans nous avons travaillé avec le mouvement culturel alternatif, sans pour autant réduire nos contacts et nos actions à celui-ci. Mais il est vrai que par ses modes de fonctionnement, ses idées et ses pratiques, nous étions très proches.

Demain, nous continuerons ce travail en l'élargissant.

## Être membre de Réflex :

Notre association ne peut vivre que par ses adhérents. En effet, nous ne bénéficions

de collectifs, individuellement dans les lieux que nous fréquentons.

C'est participer aux campagnes de solidarité, aux actions, aux manifestations, etc.

C'est participer avec sa personnalité à l'action collective.

## Fonder un groupe de Réflex :

Réflex n'a pas pour objectif de créer autour de lui une identité organisationnelle. C'est dans ce sens que nous travaillons avec les Scalps et avec d'autres groupes d'une façon non concurrentielle. Pour nous, il s'agit de créer un mouvement qui repose sur l'entraide et la mise en commun de ses forces et de ses outils.

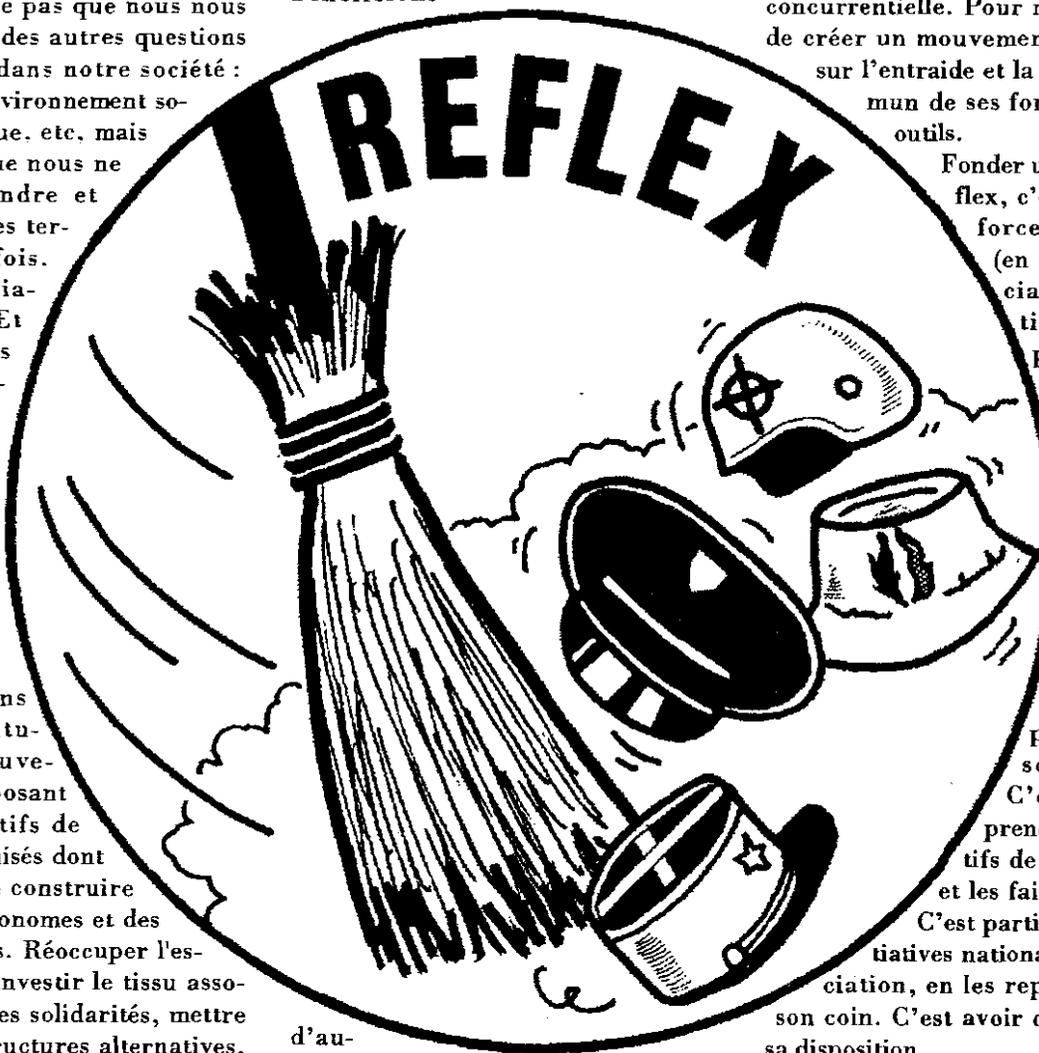
Fonder un groupe Réflex, c'est donc renforcer son action (en tant qu'association, collectif, individuel par l'outil Réflex qui existe maintenant depuis cinq ans (information, documentation, actions, initiatives, campagnes de solidarités).

C'est aussi reprendre les objectifs de l'association et les faire connaître.

C'est participer aux initiatives nationales de l'association, en les reprenant dans son coin. C'est avoir du matériel à sa disposition.

Pour en savoir plus écrivez à Réflex qui se fera un plaisir de vous répondre :

**REFLEXES 14 rue de Nanteuil  
75015 Paris.  
☎ 42 50 99 43**



d'aucune subvention, et nous n'en demandons pas. Appartenir à Réflex, c'est être d'accord avec ses objectifs et participer à la propagation des idées et des actions qui sont contenues dans le journal et dans l'association. C'est agir dans son quotidien, à l'intérieur d'associa-

# edito

## LES CHARTERS N'ONT PAS D'ODEUR.

Le Pen peut porter plainte pour plagiat. La classe politique ne s'embarasse pas de détails pour caresser dans le sens du poil l'opinion publique en diabolisant les immigrés responsables de tous les maux : chômage, délinquance, mal-vivre, etc.

Que de sombres souvenirs dans ce national-populisme en vogue... Quelle belle victoire pour un FN qui voit dans les prochaines élections la perspective de siéger à égalité avec les autres... D'acquérir une parcelle de pouvoir dans la gestion de la société.

Où s'arrêtera-t-il? À l'Est les nationalismes s'exacerbent et le capitalisme d'économie de marché met au chômage 50% de la population, quand au Sud il continue de crever.

L'Occident " blanc et chrétien " est parti pour une nouvelle croisade pour asseoir sa domination sur les peuples de la planète.

Chacun d'entre nous ressent un sentiment d'impuissance et d'incapacité à agir pour trouver les failles dans ces multiples rouleaux compresseurs. Abandonner serait avouer notre défaite. Jamais nous n'arrêterons de combattre tant que ce système écrasera les hommes, fabriquera des boucs émissaires pour assouvir la soif de pouvoir et de puissance de certains.

*Quand l'Etat tapine page 4.*

*Tristes banlieues page 5.*

*Vivre et mourir en banlieue page 8.*

*Production de la précarité page 9.*

*Mantes La Jolie explose aussi page 10.*

*Du contrôle social à la sécurité intérieure page 12.*

*Qu'est ce que vous voulez? Des renseignements page 13.*

*La grève de la faim des déboutés du droit d'asile page 14.*

*Banlieues, fin du blues? page 15.*

*Antifascisme, investissement quotidien? page 16.*

*Interview d'un militant antifasciste page 17.*

*Contre l'exclusion et pour les libertés page 20.*

*Le retour du fascisme en Allemagne, vu par un allemand page 22.*

*Meurtre rasciste place de l'Unité à Dresde page 23.*

*Le Glaive dans la main des américains page 24.*

*Autopsie d'une résistance page 27.*

*Ras le Front page 29.*

*Violations des droits démocratiques pendant la guerre du Golfe page 30.*

*Des petits flics avec des grandes oreilles page 34.*

*La police et la justice dans leurs œuvres page 35.*

*La fête mais la lutte aussi page 37.*

*Babylon Fighters page 38.*

# QUAND L'ETAT TAPINE...

**T**apiner (de Tapie Bernard): nouveau verbe, "distribuer des ballons et des chaussures adidas aux jeunes en leur faisant croire qu'ils deviendront riches et célèbres".

Outre les flics et les travailleurs sociaux, l'Etat compte aujourd'hui pour résoudre le problème des banlieues sur la "société civile" au premier rang duquel on retrouve l'inévitable Bernard Tapie. D'où l'appui qu'il lui apporte dans son projet de "forum des citoyens" présenté par son promoteur comme une machine anti-Le Pen et une réponse aux problèmes des banlieues. D'ors et déjà on peut annoncer l'échec du premier, Tapie lui-même ayant estimé qu'il allait perdre son pari de ramener l'électorat du FN en dessous de 10%. Quant au second, la réaction à la présentation de ces projets, des habitants des Bosquets cité de Montfermeil (Seine St Denis) premier site choisi est déjà significative.

Le quartier des Bosquets montré du doigt par les média depuis les manifestations lycéennes, se trouve à une vingtaine de km de Paris, délaissé par le RER et abrite 10 000 personnes réparties sur 20 bâtiments construits entre 65 et 66. Il rassemble plus de 30% de la population de Montfermeil et est composé à 58% d'immigrés de 25 nationalités différentes. On y compte près de 6000 chômeurs. Pour eux le forum des citoyens n'est que "des mots ronflants". De fait on s'emploie plus ici à "créer des associations bidons pour séparer les gens que pour les aider et Tapie fait trop de choses à la fois" nous ont dit des jeunes de la cité, ils pensent que des actions ponctuelles comme celle-ci c'est cracher en l'air. Comme le championnat inter-cité créé par le comité de prévention et de sécurité de la RATP, un comité "contre l'insécurité" dit le dossier de presse et pour le reste? Selon les jeunes "ce n'est qu'une mauvaise pub faites aux cités et puis ce n'est pas un commissaire d'Andréa qu'il faut pour arbitrer. Des flics on en a ici. Six cars de CRS devant l'entrée du stade, des mitraillettes devant les gamins ça marque... et pendant la guerre du Golfe on se faisait fouiller à la sortie de l'entraînement, ça ne mène à rien" et les mêmes désabusés d'interpréter "je suis chômeur le samedi, je joue au foot le dimanche j'oublie un peu et le lundi je vole" Alors le foot comme promotion sociale? "Les arabes on les prend surtout sur les chantiers" Tapie pour eux n'est qu'un "parachuté" qui

devrait aussi bien s'occuper des banlieues de Marseille. Et puis il a surtout eu le tort de s'associer à Pierre Bernard le maire de Montfermeil. Tapie, qui à Marseille n'hésite pas à se proclamer un adversaire acharné de Le Pen, s'est montré moins regardant en ce qui concerne son partenaire. En effet Pierre Bernard n'a rien à envier à Jean-Marie, ancien militaire il a passé vingt ans de sa vie à l'armée notamment dans la "coloniale". Membre de l'UNRC (ancien nom du RPR) il manque l'élection à la mairie de 77 d'une centaine de voix. En 1983 il est élu sous l'étiquette RPR mais comme il le déclare lui-même "J'ai fait mienne la devise "pas d'ennemis à droite"". C'est ainsi qu'en 1989 il fait élire sur sa liste une candidate du FN, il sera ainsi le seul maire de Seine St Denis à ne pas voir se présenter contre lui une liste FN. Sa femme n'est pas en reste, elle est membre d'une association créée à l'initiative de l'UNI (l'Union Nationale Inter-universitaire) visant à interdire les livres et revues jugées "trop laxistes, pornographiques, voir communistes" tâche à laquelle elle s'est attelée à la Bibliothèque Municipale de Montfermeil. Dès 1985 Pierre Bernard décide de ne pas inscrire les enfants d'immigrés dans les écoles communales et ceci malgré l'obligation qui lui en est faite par la loi. Condamné pour discrimination, il persiste en 1989 et pour appuyer son action il crée en décembre 89 l'association au titre explicite "France Debout" regroupant une vingtaine de mairies protégeant ses idées sur l'immigration comme le maire FN de St Gilles, celui de Beaucaire condamné lui aussi pour discrimination... Enfin en novembre 90 il n'hésite pas à accorder une interview à Claude Cornilleau le leader PNF (Parti Nationaliste Français Européen) pour son journal. Tribune Nationaliste dans lequel il déclare à la question

"TN: Quelles mesures conviendrait-il selon vous de prendre dans un premier temps pour enrayer l'invasion et



mettre fin à tous ces problèmes dus à une trop forte présence étrangère.

Pierre Bernard : La première c'est de fermer les frontières, la seconde c'est de traiter l'immigration... tous ceux qui refusent de s'intégrer, tous ceux qui ont commis des exactions doivent étre renvoyés. La France ne vous plaît pas? On ne vous force pas à y vivre"

Dans la même veine il poursuit

"TN : Vous croyez donc à l'intégration de ceux qui resteraient?"

Pierre Bernard D'après certaines estimations 20% seraient déjà intégrés. Pour ce qui est des Noirs je n'y crois pas, ils sont encore trop loin de la logique de notre civilisation, mais les arabes arrivent à s'y faire"

Ça n'a pas l'air de gêner Tapie de travailler avec quelqu'un qui considère les Noirs comme des gens "inférieurs".

# TRISTES BANLIEUES

**V**aux en Velin en octobre 1990, l'Île de la Réunion en février 1991. Sartrouville en mai. Mantes la Jolie en mai, à qui le tour en juillet, août, septembre...

Les banlieues françaises ne cessent d'alimenter les rubriques de nos quotidiens. Mais le phénomène des quartiers qui explosent n'est pas l'apanage de notre hexagone.

En effet, Forest, St Gilles, Molenbeek dans la banlieue de Bruxelles, et Londres et Liverpool connaissent aussi des nuits agitées où jeunes et policiers s'affrontent violemment. Si le problème des banlieues est donc posé au niveau européen, celui-ci est si grave ment ressenti dans notre pays (Morts, blessés, incendies de centre commerciaux etc) que le gouvernement vient de se doter d'un ministère de la ville confié à Michel Delebarre. Le problème posé est suffisamment grave pour que fleurissent aussi de nombreux colloques sur la question des quartiers.

Ainsi, à un mois d'intervalle, se sont déroulés à Lille, deux colloques<sup>1</sup> visant à faire le point sur l'Etat des banlieues. Ces deux colloques ont bénéficié de la participation de nombreuses personnalités (Delebarre, Mellick etc).

Mais ces jeunes qui se révoltent au "ban" de nos villes étaient affreusement absent de ces débats. C'est pourtant de leur avenir qu'il s'agit.

## Jeunes sans avenir.

Dans le numéro du *Monde Diplomatique* de mai 1991, Denis Clerc signe un article sur ces "jeunes sans avenir". Les chiffres qu'il cite sont sans appel:

En 1990 le taux de chômage des moins de 25 ans en activité est de 18,6% alors qu'ils ne représentent que 9 pour l'ensemble de la population active. Exclu du système éducatif, le jeune a une probabilité d'être au chômage de quatre à cinq fois plus élevée que pour ceux qui ont réussi. S'ensuit un processus désormais classique de la précarité: stage, intérim, contrat saisonnier, stage etc...

"Les jeunes sont les victimes de cette montée des inégalités et l'injustice est vivement ressentie: d'où la recrudescence des comportements de délinquance et des explosions brutales de colère, explicable par la grande pauvreté et non par le chômage dans une société qui continue à s'enrichir au profit exclusif des mieux lotis" (Denis Clerc *Le Monde Diplomatique* mai 1991).

Cette exclusion dans une société à deux vitesses ne peut que favoriser le sentiment de révolte et de colère. Malheureusement ces sentiments ne sont la plupart des fois que des processus d'auto-destruction. François Dubet, sociologue l'a brillamment démontré dans son livre: *La galère-Jeunes en survie* ed Fayard. L'exclusion des jeunes s'accompagne d'une disparition de la conscience de classe. Pour eux le problème n'est plus de se libérer d'une société qui les exploite, mais de rentrer dans une société qui les exclu. D'où une colère sans objet: "le jeune qui galère n'est pas simplement un chômeur, c'est quelqu'un qui se détruit parce que le monde dans lequel il vit est en train de s'anéantir lui-même". Ces comportements se traduisent peu à peu par une série d'actes

gratuits (petite délinquance, drogues, vandalisme) qui leur permet de retrouver un semblant d'identité collective au sein d'une bande. Le phénomène ne cesse de s'amplifier. Nous vivons le temps des tribus<sup>2</sup>.

Dans ces conditions comment s'étonner que les jeunes sont aux avant-postes des réactions épisodiques des banlieues. Tout devient prétexte pour clamer sa colère et son angoisse devant l'avenir de cette société.

## Un univers en décomposition.

La formidable violence des mouvements spontanés de banlieues a réamorcé les discours d'exclusion et de racisme. Pour beaucoup, dont Le Pen et une partie du monde politique, c'est le résultat d'une politique d'immigration laxiste qui a transformé nos paisibles banlieues en poches de résistances islamistes. Le fantasme est là et perdure. En effet les jeunes issus de l'immigration ne fournissent-ils pas le gros des troupes de

jeunes ?  
L'as-  
si-

mi-  
liation  
immigrés-  
délinquance re-  
prend du ter-  
rain. pourtant  
cette vision ré-  
ductrice ne per-  
met pas de com-  
prendre ce qui se  
passe autour de nos  
villes. C'est vrai que  
ce sont les enfants d'immigrés qui attirent l'attention sur leur sort désespéré. Mais c'est avant tout parce qu'ils appartiennent aux milieux les plus pauvres et les plus touchés par cette crise qui n'en finit pas pour eux. Alors, problème d'immigration ou problème français? La question est posée.

"Les immigrés entrent dans un univers populaire français qui se décompose peu à peu sous les coups de mutations industrielles et urbaines. Rien ne l'indique plus clairement que l'accès des immigrés à un logement social qui se dégrade, qui est non plus le symbole du progrès social mais celui de la mauvaise vie, de pauvretés nouvelles et du vide social. Personne n'a choisi de vivre là... Ce



ne sont pas les immigrés qui se marginalisent mais toute une partie de la population française peu à peu décrochée de la croissance et de la participation sociale<sup>3</sup>. Le cas d'un quartier de Lille, Lille-Sud est exemplaire. Un groupe d'immeubles surnommés "les biscottes" en raison du peu d'épaisseur des bâtiments fut construit pour accueillir les jeunes cadres dans les années 60. Peu à peu les dégradations du logement ont fait fuir les premiers occupants. Ceux-ci furent remplacés par des familles relogées en grandes difficultés dont beaucoup d'immigrés. Le processus s'est accéléré et a abouti récemment à la destruction des ces immeubles.

L'accès au logement fut le prétexte à la constitution de ghettos-banlieues pour les habitants sans beaucoup de ressources chassés du cœur des villes. Ce mouvement d'expulsion du centre vers la périphérie fut constant et s'est accentué depuis quelques années. La spéculation forcenée dans des villes comme Paris ou Lille explique ces mouvements. Conjugué au problème des sans abris (400 000 personnes) et aux 2 millions de mal-logés, le constat de près de 1 800 000 logements vacants<sup>4</sup> devient scandaleux. C'est l'avenir du logement social qui est en jeu.

## Un Européen sur sept vit dans la pauvreté.

Le problème du logement social est fortement lié à celui de la pauvreté en général et du chômage en particulier. C'est cette pauvreté qui explique ces soubresauts dans les banlieues. Ainsi les émeutes de l'île de la Réunion: le 24 février, prenant prétexte de l'interdiction d'émettre faite à une télévision pirate locale "Télé Free Dom" les habitants d'un quartier de St Denis de la Réunion, le quartier du Chaudron, ont déclenché de véritables émeutes en s'attaquant aux magasins, aux banques, aux supermarchés et aux forces de l'ordre. L'île de la Réunion contrairement à l'image des cartes postales pour touriste, est loin d'être le paradis pour tous:

- elle possède le record du monde de personnes payant l'impôt sur les grandes fortunes.
- elle possède aussi le record du monde de RMI qui est versé au quart de la population.
- 75% de la population devrait toucher le RMI s'il était accordé comme en métropole.
- elle possède aussi un taux record de chômage de 32% de la population active.

Cette situation est loin de ne toucher qu'un coin de terre perdue au large de l'Afrique. Partout en Europe, les pauvres paient les pots cassés d'une

croissance qui les exclus. C'est près de 44 millions de personnes (un sur sept) qui sont touchées en Europe. La première cause de pauvreté est selon un sondage<sup>5</sup> le chômage. Près de 10 millions le subissent dont 15% en longue durée. Les 8 millions d'emplois créés depuis quatre ans n'ont pas suffi à enrayer le phénomène. Les maigres fonds affectés aux programmes (actuellement "pauvreté 3") ne s'élèvent qu'à 380 millions de francs. Une brouille comparé aux dépenses d'armements.

## De nouveaux dispositifs sociaux.

La déliquescence du tissu social a entraîné de nombreuses difficultés: dégradation constante des zones urbaines, sous-développement d'une partie de la population, et corollaire de tout cela, des émeutes régulières dans les zones "à risques".

Le problème des banlieues n'est pas un problème récent. L'été 1981 a réveillé le nom d'un quartier de Vénissieux dans la banlieue de Lyon qui allait marquer la décennie: les Minguettes. Les jeunes du quartier profitèrent du changement politique pour traduire les inquiétudes devant leur avenir. Il y eut les rodéos, les voitures brûlées mais aussi les marches des beurs, les créations d'associations de jeunes etc...

Face à cette montée du péril jeune, le nouveau pouvoir réagit très vite et une commission nationale pour le développement social des quartiers est mise en place par Pierre Maurois, premier ministre de l'époque, qui en confie la direction à Hubert Dubedout, maire de Grenoble qui produira le premier rapport du même nom. Ce rapport est à mettre en relation avec deux autres rapports produits à la même époque: le rapport Shwartz sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et le rapport Bonnemaïson sur la prévention de la délinquance.

"Ces trois rapports ont donné naissance à trois dispositifs décentralisés du gouvernement visant à s'attaquer à trois questions sociales d'importance:

- l'écart entre jeunesse et monde du travail
- la ghettoïsation de certains quartiers dégradés
- le développement de la délinquance.

La base sur laquelle sont construits ces dispositifs sont tous innovants et porteurs d'espoir: affirmation de la globalité des problèmes vécus par les jeunes, affirmation que la jeunesse a un rôle à jouer dans la résolution de ses problèmes, reconnaissance de l'importance du local: rejet d'une politique centralisée et hiérarchisée, re-

connaissance de la spécificité de chaque site, partenariat avec les secteurs de terrain et en particulier le tissu associatif"<sup>6</sup>.

## Le développement social des quartiers.

Le rapport Dubedout est primordial pour comprendre la politique actuelle du développement social des quartiers (D.S.Q) récemment transformé en développement social urbain (D.S.U). Dubedout constate que la France se développe économiquement mais que la richesse est très mal répartie et que l'on s'achemine inexorablement vers une société à deux vitesses. Dans les quartiers, territoires de base de référence, les handicaps se multiplient, les logements se dégradent, le taux d'échec scolaire est vertigineux et le chômage atteint des taux records. De plus ces quartiers logent de forts taux de populations immigrées qui les transforment en ghettos. Ces constats doivent amener à changer radicalement le mode d'intervention de l'Etat en matière de politique sociale. Il s'agit "de prendre en compte non seulement les éléments du cadre de vie: logements, équipements et animation socioculturelle, mais aussi les dimensions essentielles de l'emploi, de l'éducation, de la santé et de favoriser l'interpartenariat. Agir avec souplesse, rendre aux élus locaux initiative et capacité de proposition et alléger les procédures caractérisent la démarche. On cherche ainsi à créer des modes d'organisation qui mobilisent et valorisent les compétences et les énergies de l'ensemble des acteurs pour assurer un traitement global des problèmes sociaux"<sup>7</sup>.

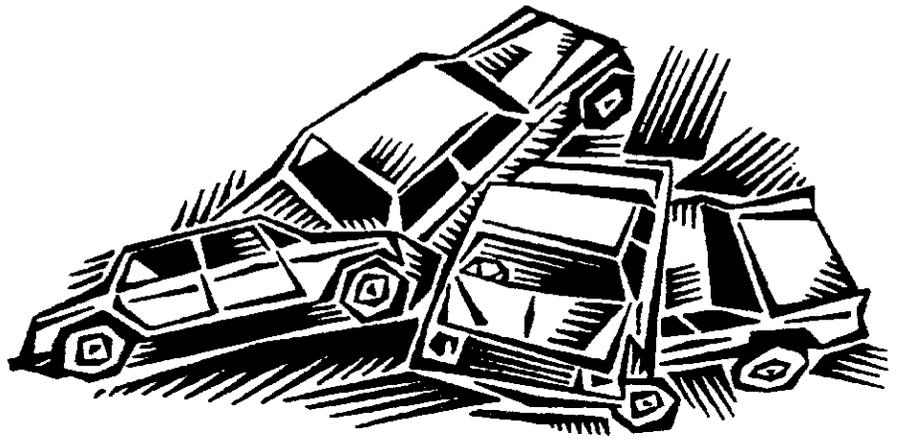
C'est d'une nouvelle gestion des problèmes sociaux dont il s'agit, largement inspirée du travail social communautaire et des expériences plus ou moins libertaires, menées par Paolo Freire en Amérique Latine<sup>8</sup> ou Saül Alinsky au Etats-Unis<sup>9</sup> ou encore au Canada, aux Pays-Bas ou en Belgique. Cette approche globale souligne le fait que les travailleurs sociaux doivent être au service des usagers et prendre en compte les problèmes collectifs au lieu de traiter seulement leurs conséquences individuelles. A la croisée des chemins entre les mouvements d'éducation populaire, de l'Action Catholique et des théories de développement des pays du tiers-monde, la notion de développement social a mis en évidence l'importance de la notion du territoire, du local et du quartier. "Tous ces dispositifs visent moins des individus isolés que des territoires: car c'est la reconstitution même du tissu social qui est l'objectif avoué de ces mesures d'insertion... Beaucoup des dispositifs n'ont pas di-

rectement pour objet explicite une clientèle qui serait définie par des caractéristiques d'avant-droits. ce qui est le cas habituellement de toutes les politiques sociales (exemple le R.M.I.) mais un territoire ou plus exactement l'objet est moins un ensemble d'individus définis par des intérêts démographiques ou socio-économiques, qu'une population localisée<sup>14</sup>.

D'une conception "individualiste psychologisante", extrêmement préjudiciable puisque moralisatrice et supposant un contrôle social accru (voir le contrôle autour des R.M.I.), nous sommes passé à une conception territoriale où l'on se préoccupe du mode de fonctionnement des institutions gestionnaires (H.L.M., C.A.F. etc), de la structure urbaine, des flux de quartier etc... La gestion par fonctions (enfance, culture, loisirs) doit laisser la place à la gestion par territoires. L'usager n'est plus découpé en tranches de locataires, de producteurs, de consommateurs, mais vu dans sa globalité.

## Les lacunes du développement social des quartiers.

Si la démarche théorique est nouvelle, et traduit un changement radical dans les politiques étatiques, la pratique est loin d'être satisfaisante et les actions menées ne sont pas à la mesure de l'ampleur des problèmes posés: les politiques actuelles sont encore frileuses et inefficaces. Selon un rapport du Conseil économique et Social "les politiques d'actions sociales se trouvent aujourd'hui confrontées à l'héritage des besoins laissés sans réponse au cours de l'époque de forte croissance et au lot de ceux que génère un contexte nouveau où s'accumule les situations précaires et les risques d'exclusions. Les effets conjugués de la crise, de l'emploi, du vieillissement de la population, des changements intervenus dans les mentalités et les modes de vie, non seulement sont venus accroître la masse des problèmes à traiter mais encore ont fait mieux apparaître les inadaptations de l'appareil conçu pour les résoudre"<sup>15</sup>. Les principaux acteurs du développement local, les chefs de projet D.S.Q. eux même sont très critiques de ces problèmes politiques. Les habitants sont les enjeux de ces rivalités. "Cela pèse beaucoup sur notre action quotidienne" déclare l'un d'entre eux lors d'un "colloque vers une Europe des solidarités" alors qu'un autre renchérit: "Notre gros problème c'est la paperasserie et les négociations permanentes pour des bouts de ficelle. Il est plus facile de décrocher six millions de francs pour



un gros projet que d'obtenir 3000 francs pour aider une association". Il ne peut y avoir un réel développement local sans que la parole des habitants n'émerge. Il s'agit de valoriser les populations touchées à travers leur capacité à prendre leur problème en main. Ainsi par exemple les innovations comme les régies de quartier ou les habitants se donnent les moyens de réoccuper leur territoire: l'H.L.M. et qui ont fini par convaincre les offices d'H.L.M. de la gravité des dégradations de l'habitat. Pas développement non plus sans la création d'emplois et la lutte contre la pauvreté. Pas de développement sans la fin d'un mode de gestion sociale bureaucratique et clientéliste. Le développement social n'est possible que si il y a reconstitution du tissu social, émergence de nouvelles solidarités, reconstruction d'une identité d'acteurs sociaux, et organisation sur la base d'une conscience de classe. Il faut mettre fin à la stigmatisation d'une partie de la population (les immigrés, les jeunes...) et lutter contre les solutions simplistes des partis politiques comme le front national. Peu de responsables politiques actuels sont disposés à s'engager dans un tel combat. Comment dans ces conditions, s'étonner que malgré les 140 millions de francs débloqués par le gouvernement pour cet été, les mois de juillet et d'août risquent d'être chauds malgré les prévisions météorologiques.

Notre correspondant à Lille, (travailleur social), juin 1991.

### Notes:

1 Colloque les 16-17-18 mai: vers une Europe des solidarités. Colloque les 7 et 8 juin: Nos quartiers - Quartier Lumières.

2 M. Maffesolli *Le temps des tribus* Méridien.

3 François Dubet *Problème d'immigration ou problème français* in *cahiers de l'Express*. Dossier Immigration. Hors série n°3, avril 90.

4 Yves Agnés in *Le Monde* du 4 avril 1990.

5 Selon le sondage "sur la perception de la pauvreté" en 1989 effectué par la communauté européenne au terme du pro-

gramme "pauvreté 2" le chômage apparaît comme la cause première de la pauvreté. 66% en France le designe comme tel.

6 Saïd Bouamama *Jeunesse et citoyenneté* in *Paroles et pratiques sociales* mars-avril 89.

7 V. de Gaulejac, M. Bonnetti, J. Fraise in *Ingenieurie sociale* Syros Alternative.

8 P. Freine *Pédagogie des opprimés*, Maspero 1974.

9 S. Alinsky, *Manuel de l'animateur social*, Seuil 1976.

10 Jacques Ion, *le travail social à l'épreuve du territoire*, Privat.

11 *La place et le rôle du secteur associatif dans le développement de la politique d'action éducative, sanitaire et sociale*, Juin 86.

### Bibliographie:

*Dossiers et documents du Monde* n°185 février 1991: la ville et ses banlieues.

V. de Gaulejac, M. Bonnetti, J. Fraise *Ingenieurie sociale* Syros Alternative.

Jacques Ion, *le travail social à l'épreuve du territoire* Privat.

V. Buchs, N. Bonnet, D. Lagui *Cultures en urgences* I. E. S.

F. Dubet *La galère - Jeunes en survie* Fayard.

M. Maffesolli *Le temps des tribus* Méridien.

Dossier des *cahiers de l'Express*, Hors série n°3, avril 90.

*Banlieue cent visages* P. E. P. S. n°28 mars-avril 89.

P. Freine *Pédagogie des opprimés*, Maspero 1974.

S. Alinsky, *Manuel de l'animateur social*, Seuil 1976.

Revue *Pour* n°119 novembre-décembre 1988: *Ingenieurie à l'assaut du travail social*.

JP Garnier, D. Goldschmidt *Le socialisme à visage urbain* Rupture.

# VIVRE ET MOURIR EN BANLIEUE

## Ermont et la mort de Bamoro

Qui était Bamoro ?

C'était un jeune de 17 ans, arrivé à l'âge de 5 ans en France.

Après les incidents avec un vigile dans un supermarché survenu le samedi soir, l'enquête a mené la police à "interpeller" Bamoro, sur de simples indices de présomption.

Alors que les témoins et les vigiles affirment que Bamoro avait eu rôle de médiation entre les vigiles et des jeunes, la police procède à une arrestation arbitraire de celui-ci.

Quatre policiers ont été le chercher dans son établissement sans mandat d'arrêt. Ils l'ont emmené menotté dans sa cité. Ils venaient fouillé dans l'appartement. Ils n'ont pas voulu qu'une personne de la famille participe à la fouille. Après, on a aucune idée de ce qui s'est passé. En tout cas, Bamoro est mort.

L'enquête de la police innocente les 4 policiers. Mais beaucoup de questions demeurent. Il faut que la vérité soit faite à ce sujet.

Les "bavures policières" sont devenues des "bavures médicalisées". Aïssa est mort d'une crise d'asthme, Bamoro d'une folie suicidaire. . .

Faire craquer un jeune, lui faire peur est la démarche de la police. Quant aux média, ils l'ont présenté comme un jeune délinquant, un petit voyou. Tout cela sans preuve, juste pour le salir.

## Ermont:

Ermont est une cité dortoir, comme toute la banlieue. Elle est une ville de 20-25 000 habitants à municipalité de droite, comportant trois cités. On construit pour la classe moyenne. Toutes les activités sont faites pour celle-ci.

A Ermont, près de la moitié des policiers ont la carte du Front National. Le commissaire principal n'a pas sa

carte au Front National mais à la droite de celui-ci. . .

Pendant plus d'un mois après les événements, les CRS ont été présents partout, jusque dans les cages d'escaliers.

Pour les jeunes, il n'y a aucune activité. Par exemple, après un concert, il y a eu un arrêté municipal interdisant tout concert de rock. Les centres sociaux-culturels sont fermés à 20 h. Depuis le premier mai, beaucoup de graffitis fachos ont été inscrits sur Ermont. Les flics sont très présents et contrôlent les jeunes.

Des demandes ont été faites pour faire des activités régulières, tenir une permanence au centre socio-culturel, faire des concerts. La mairie refuse.

Aucun centre de vie n'est ouvert sauf le centre commercial.

On ne propose aux jeunes que des lieux de consommation qu'elle ne peut pas s'offrir: la marchandise est le seul moyen d'identification pour les jeunes. Les jeunes n'en veulent pas aux commerçants en tant que personnes mais en tant que symbole.

On ne considère plus les jeunes comme des individus mais comme des cas.

## Les travailleurs sociaux:

Ils ont un rôle de flic, de contrôleur social. Ils ont essayé de chapeauter toute la lutte autour de la mort de Bamoro, de la récupérer pour "faire avancer leur propre cause qui est de récupérer des thunes". On a l'impression qu'ils ont essayé d'éviter toute extension de la lutte, d'éviter toute réflexion sur les raisons de cette mort, d'éviter toute prise en charge par les jeunes.

Les jeunes ont accueilli notre texte avec sympathie. Les travailleurs sociaux, au contraire ont essayé de nous mettre des bâtons dans les roues. On voulait que les jeunes bougent, s'expriment. Eux, non, ils voulaient aucune initiative, pas de remous.

On sent que chez les jeunes, il y a une réflexion sur ce qui se passe dans les banlieues. Il y a une prise de conscience. La violence n'est pas pour eux une réponse satisfaisante.

Il y a une réflexion sur des réponses à apporter aux problèmes. Par exemple, apporter une aide aux enfants qui ont des difficultés à l'école, par une auto-organisation, en se servant des expériences et des savoirs de ceux qui sont plus âgés.

## Perspectives

En ce qui nous concerne, nous allons prendre contact avec Mantes-la-Jolie et essayer de faire un travail commun au niveau de la justice. Tisser des relations directement entre les banlieues, entre les jeunes, entre les acteurs indépendants, essayer de trouver des réponses, de s'organiser pour faire avancer nos revendications.

## Banlieue 1991, contre les flics et les vigiles dans les quartiers, solidarité dans la lutte

Les événements d'Ermont, nous replacent dans l'actualité brûlante qui est celle du malaise des banlieues. Les violences sous forme de règlements de compte, qui font malheureusement des clients et des enfants blessés, ne sont jamais que des réponses disproportionnées à la violence et à l'attitude arrogante des vigiles du supermarché Cora; nous atteignons l'horreur avec la mort troublante de Bamoro Fofana, jeune de 17 ans arrêté au lycée d'Enghein, les menottes aux poings (comme un meurtrier) et qui se suicide entre quatre flics, vite blanchis par l'Inspection Générale de la Police Nationale (IGPN).

La question sociale est au cœur de tous ces événements et la répétition des faits ne fait que le confirmer: Vaulx en Velin, Montparnasse, Argen-

tueil, Sartrouville, Ermont déjà en 1990, les Ulis, aujourd'hui encore Ermont, à qui le tour?

La société de consommation est proposée comme un modèle dans une société à deux vitesses: les friqués qui consomment et les chômeurs, les précaires et petits revenus qui regardent les vitrines; ce qui conduit les jeunes à réagir et ce qui devrait conduire les autres à se révolter.

C'est bien là le constat de la faillite d'une société par rapport à sa jeunesse et à la réalité sociale:

- les fins de mois de plus en plus rapprochées;
- le surendettement;
- la justice pour les riches, etc.

La réponse des pouvoirs (Mairie, Etat) à la révolte, c'est la répression des flics et des prisons qui n'ont jamais été aussi remplies que sous le règne socialiste-libéral (alors que les députés s'auto-amnistient). La répression qui a pour but de mettre les jeunes à l'index, de les criminaliser (les "voyous" les "casseurs") est vouée à l'échec car il s'agit d'un problème de société.

## Malaise à Ermont

Dans notre commune il n'y a rien, pas de ciné, pas de concert bon marché, pas de lieu de rencontre, rien que des courses de voitures à pédales, des concours de balcons fleuris...

La rénovation des immeubles implique l'augmentation des loyers et donc moins de fric pour les loisirs ou pour manger (tout simplement). Ce qui mène tout droit à l'exclusion et à la discrimination que certains exploitent avec plaisir (Front National et nationalistes de tout poil).

Quels sont les choix offerts aux jeunes?

Délinquance, drogue, intégrisme...

Nous devons être solidaires des jeunes, quelque soit notre âge, notre origine, pour prendre en main nous-même notre vie et nos luttes, sans chef, ni parti.

A Ermont, comme ailleurs, nous devons exiger:

- la gratuité des loisirs
- des locaux autogérés ouverts à tout heure, en se méfiant des récupérations politiques et religieuses,
- le droit d'organiser des fêtes, des concerts,
- des conditions de vie, de logements décentes,
- le boycott des magasins fliqués par les vigiles,
- le soutien à la famille de Bamoro Fofana dans la recherche de la vérité.

Jeunes d'Ermont - Groupe Antifasciste Durruti - CNT-AIT.

# PRODUCTION DE LA PRECARITÉ

**D**urant les trente-cinq dernières années, la production de la richesse a été multipliée par trois ou quatre. Dans le même temps, le volume de travail nécessaire à la production de cette richesse a lui baissé de près de 20%. On voit donc que le travail ne représente plus à terme le principal facteur de socialisation, ni la principale source de revenu. Malgré cela, les sociétés occidentales demeurent incapables d'occuper le temps ainsi libéré. En effet, le discours dominant reste imprégné par le souci d'efférence et de performance maximum. A savoir, la production de la plus grande quantité de marchandises dans un temps le plus réduit possible. D'autres part vient se greffer l'idéologie de la compétence qui tend à rendre la distribution du travail plus injuste. Enfin, la fin du compromis fordiste engendre une modification de la nature même du travail.

Pour toutes ces raisons, on voit que le travail ne joue plus son rôle de moteur de l'intégration de l'individu dans la société. Le système économique n'ayant plus un besoin permanent de toute la capacité de travail qui lui est offerte, l'identification du travail devient impossible. 15 à 20% de la population active vie en dehors de la prétendue civilisation du travail, donc de ses valeurs et de son éthique héritocratique sans pourtant cesser d'en subir la grossesse. Cette situation se double d'une rapide désintégration des tissus sociaux qui laisse l'individu dépourvu de repère au sens de signes lui permettant d'appréhender sa place dans la société; que de repaires.

Il y a donc une création d'une société duale, où une partie de la population active est vouée au travail précaire auquel font appel sporadiquement les entreprises pour pallier à leur manque de main-d'œuvre (dans le même temps, on notera que se développe à l'intérieur des entreprises des discours s'adressant aux personnels sédentaires qui prennent source dans la gestion des ressources hu-

maines). Se pose pourtant pour le problème marchand de savoir comment, malgré les gains de productivité, occuper le temps ainsi libéré. La réponse actuellement apportée par le libéralisme se résume au déplacement de l'économie de l'industrie vers les services.

## Contenu des nouvelles activités de services

Jusqu'à présent, la croissance avait comme moteur fondamental ce que l'on peut appeler la substitution productive. A savoir, que les tâches assurées par les gens eux-même, étaient transférées de la sphère domestique à l'industrie dotée de machines plus performantes que celles dont pouvait disposer les ménages. Or l'économie de service repose elle sur la substitution équivalente, où il s'agit d'acheter le temps d'un individu pour augmenter son propre temps libre ou/et son confort. Cela revient en fait à acheter du temps de serviteur.

Il convient donc de préciser les implications de telles pratiques. D'une part, les nouveaux serviteurs sont moins bien payés que leur maîtres, d'autre part, même si cela était cela n'empêcherait pas la dualisation de la société étant donné que certains individus seraient juste bons pour faire ce qui répugne à ceux qui les emploient; des gens dont le métier est de servir (Aristote dans la politique palais déjà des esclaves comme de simples "outils animés"). Mais d'où vient le pouvoir d'achat additionnel qui va permettre à certains individus d'acheter des quantités croissantes de services personnels.

Si l'on en croit la plupart des économistes, l'automatisation faisait baisser les prix relatifs des marchandises; le pouvoir d'achat relatif est augmenté d'autant. Or les mêmes industries automatisées ont considérablement réduit leurs coûts salariaux du fait des coupes sombres qu'elles ont opérées dans leur personnel.

En fait, seuls ceux qui disposent d'un emploi permanent relativement mieux payé peuvent accéder à ces nouveaux types de services.

# MANTES LA JOLIE EXPLOSE AUSSI!

**L**e 25 mai, Mantes la Jolie, plus exactement le Val Fourré fait à son tour la une de l'actualité cela à la suite de Vaux en Velin, la Réunion, Sartrouville...

J'ai analysé ailleurs (*Courant Alternatif* n°11) les raisons profondes de cette succession d'explosion sociales dans certaines banlieues, les événements sont les premières manifestation significatives et spectaculaires de ??? de la société duale. L'histoire du capitalisme est traversée par des crises qui traduisent le partage d'un mode d'exploitation à un autre avec bien évidemment le maintien de la société capitaliste. Mais ce qu'il y a d'original dans la période finissante, communément appelée "les Trentes glorieuses" c'est que pendant environ trente ans (1945-1973) l'occident ne connu pas de crise majeure ce qui ne s'était jamais vu auparavant. Nous sommes donc à une période charnière, d'un mode d'exploitation basé sur la production de masse - l'OS en sera la figure centrale - et son corollaire la consommation de masse - dont l'automobile a été à la fois le vecteur et le symbole -, nous sommes entré dans une période où tout cela est remis en cause. Nous assistons au processus de dualisation de la société. La société duale engendre la précarité, l'exclusion sociale ou du moins la marginalisation d'une partie de la population des sphères de production et de consommation.

Que cela explose tout d'abord dans les banlieues, ou plutôt dans les cités ghettos n'a rien de surprenant. C'est

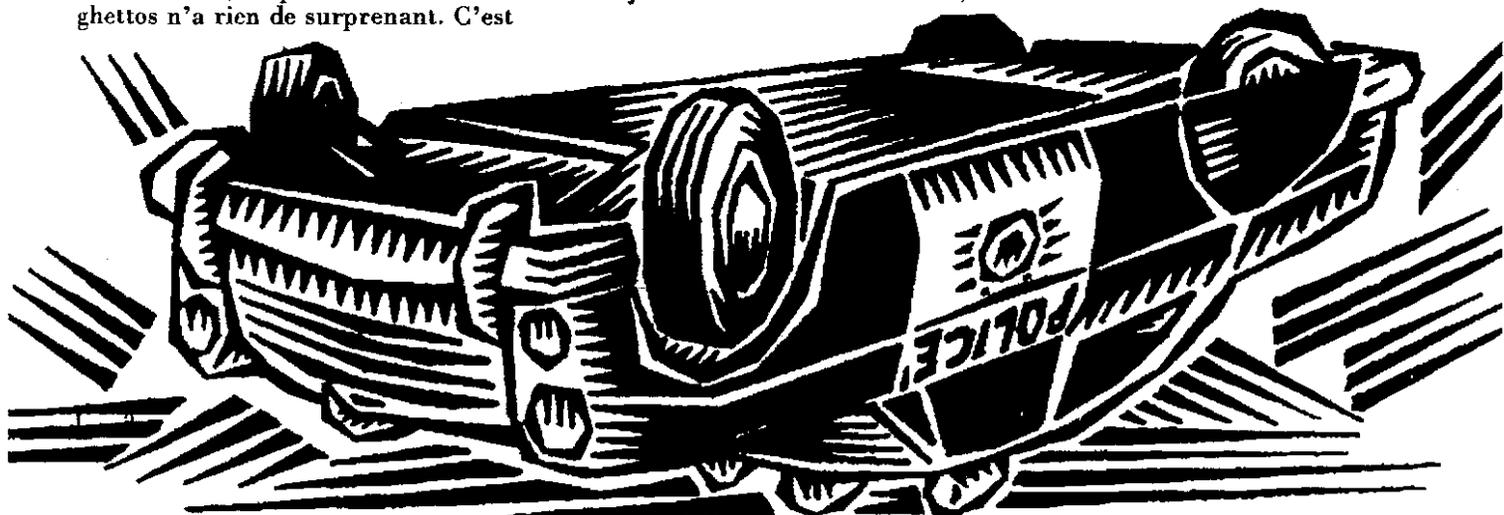
que sont concentrées les populations en voie de marginalisation, d'exclusion. En effet être précaire, c'est à dire être chômeur, travailler en intérim ou avec un contrat de travail à durée déterminé, ou être inscrit dans des stages plus ou moins bidons fait qu'un office HLM ne louera pas d'appartement à la personne en question. Les organismes invoquent que puisqu'un précaire n'a pas par définition, un emploi stable, ils n'ont pas assez de garanties pour s'engager à signer un bail; idem pour les banques qui refusent dans ces conditions d'ouvrir un crédit à un précaire, etc... Donc les précaires sont dans une impasse totale et n'ont, si rien ne change qualitativement plus de perspectives sociales.

Dans ces conditions, les réponses de l'Etat ne peuvent être qu'autoritaires, c'est à dire développement de l'idéologie sécuritaire, répression accrue, criminalisation de catégories de la population etc...

Mais revenons plus spécifiquement à Mantes la Jolie. trois semaines avant le 25 mai on assista à un déploiement significatif de C. R. S. sur l'ensemble de la ville. Les conséquences furent immédiates: contrôles plus ou moins musclés de toute personne leur semblant louches; des gens se sont fait taper par ces mêmes "forces de l'ordre". Par exemple un professeur de gymnastique qui effectuait un footing, subit un matraquage si bien qu'il dut porter un minerve pendant plusieurs jours. De même des enfants,

lors d'une fête foraine, subirent les mêmes exactions. Il est bien évident que dans ce contexte la rancœur, voire la haine, n'ont fait que grandir. Le 25 mai donc l'essentiel des flics était à Chanteloup les Vignes (ville proche de Mantes qui comporte aussi des cités ghettos). Des adolescents voulurent rentrer dans une fête qui se déroulait à la patinoire à l'entrée du Val Fourré. Les organisateurs de celle-ci refusèrent et quelques incidents s'en suivirent. Ils appelèrent donc les flics. Beaucoup de jeunes du Val Fourré se sentirent encore une fois agressés par cette intervention policière qui fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. D'autant plus qu'il n'y avait ce soir là qu'une vingtaine de flics sur place. Le centre commercial fut en partie détruit bien évidemment les renforts policiers arrivèrent et c'est là que les fics au hasards des rencontres interpellèrent plusieurs personnes dont Aïssa Imich. On connaît la suite, les flics le laissèrent mourir dans le commissariat. Dans la logique du pouvoir, il est plus grave de casser des vitrines, de lancer des cocktails molotov, de se promener le soir que de laisser crever quelqu'un! Plusieurs personnes ont été condamnées alors que les flics en question sont toujours en liberté et en activité!

Face à cette situation on aurait pu s'attendre à une forte mobilisation des habitants du Val Fourré. Seule une minorité, d'adolescent pour l'essentiel, ont commencé à s'organiser,





### Une perspective? La solidarité avec les prisonniers!

La mort de Youssef a fait que le peu de solidarité qui était né lors de premiers incidents et surtout suite aux premières interpellations et à la mort d'Aïssa a été détruite. De ce point de vue il n'y a plus rien actuellement sur le Val-Fourré. Au delà de ces drames, cela montre bien que tous les tissus sociaux sont détruits, que la

vie collective n'a plus aucun enjeu. Si l'on compare avec ce que la presse appelle les "fils de harkis", cela laisse rêveur. Dans une cité où il ya quatre personnes d'incarcérées, il s'ensuit des émeutes dans plusieurs autres cités qui pose les problèmes de l'exclusion sociale, mais aussi la libération de leurs camarades. Dans la plupart des banlieues par contre plusieurs personnes ont été condamnés à de lourdes peines sans qu'il y

ait eu de réactions collectives durables.

Tout ceci pose la question de l'urgence de reconstruire des identités sociales, de refaire en sorte que la vie collective acquière un sens, une importance, qu'un sentiment d'appartenance renaisse. Il est urgent de reformuler des solidarités. A ce titre organiser un soutien concret avec les prisonniers peut-être un point de départ.

par quartier, afin de tenter de prendre des initiatives pour exiger toute la lumière sur la mort d'Aïssa, la libération immédiate et sans conditions de tous les interpellés et commencer à organiser la solidarité envers ces derniers. Jusqu'à la mort de Youssef Kaïf cela fonctionna plus ou moins bien, mais il y avait des initiatives avancées (tract, concert de soutien, manifs). Survient la mort de Youssef. Un personne au volant d'une voiture volée percute, car poursuivi par les flics, une voiture de police. Plusieurs témoins affirment que la Renault 9 (qui a percute la voiture des flics) était seule. Youssef et ses copains sont passés plus tard, sans

connaître l'existence de cet accident, car ils rentraient d'une fête de soutien aux personnes incarcérées.

En fait Youssef est mort parce que certains individus en uniformes voulaient se venger. Vengeance en raison de la mort de la policière; vengeance due au fait que les flics de Mantes ont été le centre de polémiques sur les agissements de la police.

Pour Marchand et l'ensemble du gouvernement, la mort de la policière fut une aubaine. Ils purent ainsi renverser complètement la vapeur<sup>1</sup> et de nouveau soutenir fermement toute la flicaille et criminaliser ce qu'ils appellent les casseurs. Ses déclarations suite à cet événement laissèrent pan-

tois. Le ministre de l'Intérieur déclara que la policière a été tuée intentionnellement. Etait-il dans la voiture à côté du chauffeur poursuivi par les flics? Si l'on suit ses déclarations l'enquête n'a plus lieu d'être puisque le ministre de l'Intérieur nous a donné la version officielle! Et si toute cette histoire n'était pas tout simplement plusieurs vols de voitures; histoire qui se termine dans le drame car des policiers ont décidé de jouer à Starski et Hutch.

1. La mort d'Aïssa Imich a suscité un grand émoi. La mort de la policière permit de reconstruire le consensus quelque peu entamé autour de la police.

# DU CONTROLE SOCIAL À LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

**E**n octobre 89 Joxe inaugurait les locaux de l'Institut des Hautes Etudes à la Sécurité Intérieure (IHESI), cet événement passa pratiquement inaperçu si ce n'est pour quelques spécialistes. Et pourtant l'IHESI est un des maillons essentiels de la future politique sécuritaire qui est en train de se mettre en place petit à petit. En quoi consiste l'IHESI et quels en sont ses buts ?

Depuis les années 70 les problèmes de la sécurité sont à l'ordre du jour (qu'on se rappelle le rapport Peyrefitte sur la violence). A cet époque deux conceptions s'opposent, la charte et le tout repressif (rappelons nous Marcellin, Ponia, Chirac, Bonnet) et de l'autre la gauche et la prévention (rapports Bonnemaison, Debedout, Schwartz). D'un côté on montre la violence politique du doigt (gauchistes, puis autonomes et lutte armée) de l'autre on accuse le système économique générateur de dysfonctionnement. La gauche arrive au pouvoir en 81 et très vite casse l'espoir de nombreux militants. Du changement on passe au "réalisme économique" (la défense du franc) tandis qu'ont lieu les premières explosions dans les banlieues (les Minguettes). Dans un premier temps l'Etat met en place un système de contrôle social à deux niveaux :

- au niveau institutionnel avec la création du DSQ ou Développement Social des Quartiers qui consiste à l'arrosage financier des points chauds en France. Sous couvert de "réhabilitation" on se contente de repeindre les façades dans le meilleur des cas, dans le pire on détruit les centres villes (Paris, Marseille) et l'on relogé les populations à la périphérie.

- Au niveau politique avec la récupération de certains leaders de ces cités nées à la suite des marches sous forme de création de postes d'animateurs socio-culturels, histoire d'encadrer les petits frères et surtout avec la création de SOS Racisme destiné à supplanter le milieu associatif né des

luttés pour la reconnaissance des droits, et beaucoup plus radical quand à leur remise en question du système politique français. L'apparition du FN, l'aggravation des problèmes économiques (chômage, précarité, logement etc), les explosions dans les banlieues mettent à jour la création d'une société à deux vitesses où les riches s'enrichissent encore plus, et les pauvres s'appauvrissent encore plus.

Dès lors pour le système, il est clair qu'il doit se préparer à gérer cette nouvelle situation et notamment les soubressauts qu'elle occasionne. L'IHESI rentre dans ce cadre: penser les problèmes de sécurité du futur: quelles sont les menaces? Quelles sont les objectifs, quelles peuvent être les moyens?

Une des réponses a déjà été fournie par Rocard lors de l'inauguration du premier colloque organisé par l'IHESI "la lutte pour la sécurité ne peut se limiter à l'action de la justice, de la police, de la gendarmerie mais au contraire à tout ce qui concerne la formation, la politique d'insertion sociale, le logement et l'urbanisme et même la politique culturelle". La notion de sécurité est ainsi globalisée à tout ce qui touche notre vie quotidienne et à tous ses acteurs; gendarmes et avocats, élus et magistrats, industriels et universitaires, ingénieurs et responsables de syndicats, travailleurs sociaux sans oublier évidemment la presse. Un architecte qui construit une cité doit avoir à l'esprit la place où doit se trouver le commissariat par exemple.

Là encore l'Etat développe une politique à deux niveaux comme précédemment, le coût à payer pour éviter de trop grosses explosions c'est la création d'un ministère à la ville, la création des DSU (Développement Social Urbain) nouveau nom des DSQ, création de nouvelles filières comme le CES (Contrat Emploi Solidarité) qui fait qu'on peut arriver à la retraite en passant de stage en stage ou encore en subventionnant des groupes de rap

comme NTM. Mais toutes ces mesures ne régleront pas les problèmes de fond. Le système sait bien qu'il va fabriquer des exclus irrécupérables qui vont générer une nouvelle délinquance que ces nouveaux spécialistes de la sécurité commencent à désigner du nom de "terrorisme social". Ces mêmes experts ont déjà déterminé qui en seront les protagonistes.

"Je crains dans les années à venir que tous ceux que nous rencontrons dans ce qu'on appelle les villes de banlieues, les cités sensibles n'en fassent partie". Près de 15% de cette jeunesse, voire 20% seront des exclus des technologies nouvelles. Pourquoi ne pas penser que quelques idéologues en mal de popularité exploiteront ces jeunes exclus pour remettre en aval le terrorisme social" dit Bernard Deleplace, flic et ancien président de la FASP (syndicat de police), qu'il se rassure, ces jeunes n'ont nul besoin d'idéologue, la haine seule commence déjà à les faire agir.

Alors si tout les stages d'insertions, le RMI et autres gadgets ne sont plus efficaces, il reste à former la police à ce nouveau "terrorisme social" et lui donner les moyens adéquats. C'est l'informatisation accélérée, le fichage institutionnalisé, coopération police-gendarmerie, la création de groupes spécialisés dans les violences urbaines, et les bandes et enfin la remise au goût du jour de l'ilôtage comme police de proximité.

Mais une nouvelle étape vient d'être franchie à Marseille, c'est la création d'une école de police à l'intérieur même d'une cité dite chaude. Elle est située dans le quartier de la Parernelle dans les quartiers Nord. Elle dispose de 500 places tandis que l'office d'HLM a fourni 402 places dans un HLM situé non loin de là pour l'hébergement des élèves policiers. A l'heure actuelle la première promotion comprend 375 élèves officiers dont 44 femmes. Elle est dirigée par Marc Olive commissaire principal aux polices urbaines ayant exercé à Venisieux et au Minguettes. Son adjoint

chargé de l'enseignement Michel Debost est lui issu de l'Education Nationale assisté de 39 formateurs et moniteurs.

Pour Philippe Marchand "l'élève policier doit dès sa formation initiale apprendre son métier dans le tissu ur-

bain qui constituera le terrain d'exercice de sa mission" et dans la foulée pour bien faire comprendre l'importance de cette nouvelle stratégie il a annoncé le lancement prochain d'écoles du même type à Roubaix et à Draveil en région parisienne. Mais la

résistance au flicage s'est bien vite organisée. Quelques semaines après l'organisation, les premiers incidents ont éclaté entre les élèves policiers et les jeunes du quartier.

# QU'EST CE QUE VOUS VOULEZ? DES RENSEIGNEMENTS!

Il y a un an l'Etat avait voulu faire passer un décret autorisant les RG à ficher la race, les opinions, la religion. Devant le tollé général il l'avait retiré au bout de trois jours. Au mois d'avril dernier un nouveau décret concernant le fichage était présenté devant la commission Nationale Informatique et Liberté.

Si dans l'article premier "il est interdit aux services des renseignements généraux de constituer des fichiers d'informations nominatives qui font apparaître directement ou indirectement, les origines raciales ou les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ainsi que les appartenances syndicales des personnes". Dans l'article deux "par dérogations aux dispositions de l'article premier sont autorisés, pour les seules fins et dans le strict respect de conditions définies aux articles trois à six du présent décret, la collecte, la conservation et le traitement, dans les fichiers des services des RG d'informations nominatives relatives aux personnes majeures qui font apparaître les signes physiques particuliers objectifs et inaltérable et les activités politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales".

Bref on veut faire rentrer par la fenêtre ce qui n'a pas été possible par la porte. Car quelle différence entre "race" terme aujourd'hui proscrit et "signes physiques objectifs" la couleur de peau par exemple, entre "opinions" dont on ne veut plus rien savoir et "activités" dont on veut garder la trace. Une fois de plus l'Etat veut se la jouer démocratique mais le changement de termes ne fera pas oublier la réalité qui est celle de la mise en place d'un système policier apte à

pouvoir gérer les prochaines secousses du système. L'article trois est clair sur ce point là.

Ces renseignements confidentiels concerneront "des personnes qui peuvent en raison de leur activité individuelle ou collective, porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou à la sécurité publique" ou plus prosaïquement troubler l'ordre public. Un terme à géométrie variable ne précisant ni les limites de la sûreté de l'Etat ni celles de la sécurité et encore moins l'ordre public. Du coup une grève, une manif antifaf, la lutte pour le logement, la législation des sans papiers rentrent dans ce domaine. Si on écoute les RG eux-mêmes ces subtilités ne devraient pas trop les déranger dans leur action de fichage. Le contrôle quinquenal, article 6 (tous les cinq ans) dévolu à la CNIL (Commission Nationale Informatique et Liberté) est là surtout pour sauver les apparences, d'autant plus qu'aucun dépoussiérage du fichier n'est prévu (exemple une personne interpellé lors d'une manif par hasard restera sur ce fichier jusqu'à la fin de sa vie, même si elle ne militera jamais plus).

Enfin l'article 5 autorise, l'ensemble des services de police et de gendarmerie à avoir accès aux fichiers informatisés

des RG. Imaginez le simple contrôle routier devenir par la grâce de l'informatique la prise de l'année pour le gendarme du coin ou bien encore le contrôle à la frontière ou en Europe grâce à Trevi Schengen (dur les vacances au pays Basque, à Berlin, ou qui sait bientôt en Irlande).

Le village était trop exigü, il ne leur suffit plus.

Ils veulent conquérir le monde.

Allons nous tous devenir des numéros?

Bonjour chez vous.



# LA GREVE DE LA FAIM DES DÉBOUTÉS DU DROIT D'ASILE

**D**ébut Avril cette campagne prend un tour nouveau. En effet, devant

la situation intolérable dans laquelle ils se trouvent, des déboutés du droit d'asile démarrent une grève de la faim, tout d'abord à Bordeaux puis dans 7 autres villes de France. Cette décision n'est pas celle du Réseau d'Information et de Soutien mais bien des intéressés eux-même. Localement, des comités de soutien se mettent en place et à Paris, le Réseau apporte son soutien aux déboutés du droit d'asile en grève à l'Eglise St Joseph. L'appel à une manifestation nationale pour le 25 mai lancé par le Réseau est maintenu et sert de point de mire aux 200 grévistes en lutte non seulement pour résoudre leurs cas individuels mais surtout pour arracher une régularisation collective. La mobilisation autour des grévistes prend une forme assez particulière. On assiste à une très forte mobilisation de ce qu'il faut bien appeler les communautés, faute d'un vocabulaire plus approprié. De plus, pour certaines d'entre elles (Maliens, Guinéens Bissau, Africains en général) c'est la première fois qu'elles se mobilisent en force en France et apparaissent sur le devant de la scène sociale et politique. Le mouvement profite d'une bonne couverture médiatique alors même que les médias sont les premiers à cracher sur les clandestins ainsi qu'à faire des étrangers les ennemis publics numéro 1. Mais cette couverture médiatique marque souvent une volonté d'afficher une bonne conscience humaniste et de refuser de rendre compte du caractère éminent politique du problème soulevé par les déboutés du droit d'asile.

Il est clair que la mobilisation ne s'est pas faite là où elle se fait d'habitude. Que dire de l'attitude des partis ou syndicats qui sont quasiment ab-

**Dans le dernier numéro de *Réflexes*, nous vous avons parlé de la campagne pour la régularisation des déboutés du Droit d'Asile...**

sents de toute la campagne, la palme revenant à la CFDT qui déclara "en avoir déjà beaucoup fait" pour les déboutés du droit d'asile pour justifier son manque de mobilisation. La CGT traina aussi les pieds, mais fut contrainte de participer au mouvement, à cause du nombre très élevé de syndiqués CGT chez les Turcs et les Kurdes, ceux-ci composant maintenant la moitié des défilés du 1er Mai. Par contre les Eglises se sont bien mobilisées, surtout les secteurs de base de l'Eglise Catholique, mais même la hiérarchie a parfois eu des éclairs de conscience comme l'évêque de Bordeaux qui a défendu très vigoureusement les déboutés du droit d'asile et ce, dès le début, interpellant les autorités locales sur le caractère injuste des pratiques administratives et en prêtant des locaux aux grévistes.

La grève de la faim est une arme très difficile à maîtriser dans le cadre de la mise en place d'un rapport de force. En effet ce rapport de force est extrêmement dépendant de la volonté et des forces physiques de chaque gréviste. Qui veut faire acte de solidarité a du mal à percevoir quelle forme pourrait prendre cette solidarité. Cela a été particulièrement le cas à Paris où les gens se sont déplacés une ou deux fois à l'Eglise, mais n'ont pas trouvé de moyens concrets d'exprimer leur solidarité.

A Paris la gestion de la grève par le Réseau a eu un caractère un peu monolithique. L'essentiel du travail a été porté par les permanents des associations membres du Réseau et l'individu lambda arrivant à l'Eglise pouvait voir 5 ou 6 permanents écrire une adresse sur une enveloppe pendant que les grévistes jouaient aux cartes.

Par contre ce caractère monolithique des permanents du Réseau a empêché le dévotage du mouvement par les di-

verses chapelles politiciennes. Ainsi lors des réunions de préparation de la manif, le Réseau a pu obtenir que les orgas viennent sans banderoles nominatives pour éviter la retape, surtout de la part d'orgas qui ne se sont pas beaucoup bougées sur le sujet depuis des mois et des années. A noter d'ailleurs que les deux seules orgas qui n'ont pas respecté cette consigne pendant la manif ont été SOS Racisme et la FA. . .

Cette manif a été une vraie réussite et un vrai échec, en tous cas elle a été fort surprenante. C'est entre 10 et 15000 manifestants qui ont marché de Strasbourg St Denis jusqu'à la Madeleine, emmenés par des Turco-kurdes et des Africains particulièrement remontés. Tous les foyers de la Capitale ont été mobilisés et tous les restos Turcs et Kurdes ont exposé sur leur vitrine l'affiche de la manif.

Par contre les sympathisants dits "progressistes" ne représentaient pas même 1% des participants. D'ailleurs cette manif, et au delà toute la campagne des déboutés du droit d'asile, est particulièrement représentative du tournant de la vie politique française pris depuis quelques années. Ainsi tout mouvement revendicatif ne peut à présent compter que sur ses propres forces, sans espérer pouvoir mobiliser au delà du public concerné. Quelque soit le terrain abordé, la société dite civile ne se réveille pas au delà du pseudo élan humanitaire. L'humanitarisme et le corporatisme ont encore de beaux jours en France. Le réseau lui-même n'a pas entièrement levé l'ambiguïté et a oscillé entre l'humanisme chrétien, avec l'intervention de l'Abbé Pierre et un discours basé sur des principes de solidarité.

Le réseau, fort de sa légitimité de co-

# BANLIEUES : FIN DU BLUES ?

ordinateur du soutien aux grévistes aurait pu faire monter le niveau de confrontation avec les pouvoirs publics, et ce ne sont pas les grévistes et militants turcs et kurdes qui auraient dit le contraire. Le gouvernement, déjà fort embêté par la perspective de la mort d'un ou plusieurs grévistes en pleine période de show humanitaire à la Kouchner, aurait eu du mal à faire matraquer les kurdes devant les caméras de télévision. Le réseau n'a pas choisi cette approche, préférant croire à la parole des pouvoirs publics. Ceux-ci ont eu beau promettre monts et merveilles si la grève se terminait et ensuite, une fois celle-ci arrêtée, de faire exactement l'inverse de ce qu'ils avaient promis. Ainsi des deboutés du droit d'asile ont été expulsés peu de temps après la fin de la grève, faisant un peu les frais de la légèreté du Réseau et surtout les frais de la crapulerie du gouvernement, mais ça on le savait avant...

Quoi qu'il en soit, à la fin du mois de juin, les deboutés du droit d'asile et le Réseau ont obtenu un faible résultat

compte tenu de l'énergie dépensée pour la mobilisation. Entre 20 000 et 30 000 deboutés du droit d'asile vont être régularisés, c'est à dire essentiellement les familles et les



deboutés du droit d'asile arrivés avant 88. Si on considère que les chiffres de janvier 1990 donnait un nombre de 100 000 deboutés du droit d'asile, on peut dire que depuis 15 ans c'est autour de 50 000 nouveaux deboutés du droit d'asile qui se trouvent sur le territoire français. Il y aura donc après la régularisation environ 110 000 deboutés du droit d'asile en tout. Même au rythme de 9000 "reconduites" par an, il restera toujours 100 000 personnes dans une situation plus que précaire. Donc retour à la case départ.

Devant cette situation une nouvelle grève de la faim a démarré à Orléans. Malheureusement ce n'est pas au mois d'août qu'il est facile de mobiliser. Mais que le gouvernement ne pense qu'il en a fini avec les deboutés du droit d'asile. En septembre le mouvement risque de repartir de plus belle, les déboutés étant toujours aussi déterminés à voir leurs problèmes se résoudre. Espérons seulement que les actions de solidarités seront plus fortes, si l'on veut emporter le morceau.

**D**imanche 30 juin étaient réunies dans la banlieue de Lyon à Vénissieux une dizaine d'associations de quartiers ou de jeunes issus de l'immigration. Pour faire le point sur deux questions importantes : la campagne sur la double peine et la "crise des banlieues".

La double peine s'est ainsi qu'est surnommé un système inique qui permet d'expulser un étranger de France, une fois qu'il a effectué une peine de prison de plus de six mois. Dans l'extrême majorité des cas, il se retrouve expulsé dans un pays où il n'a vécu que quelques années, coupé

du reste de sa famille, de ses amis... Le problème est si criant que rapidement le comité national contre la double peine s'est retrouvé submergé de dossiers, plus de 5000 cas aujourd'hui, des comités locaux ont été créés à Lyon, St Etienne, Strasbourg et Lille.

Une relance de la campagne contre la double peine a été décidée ;

- par des actions spectaculaires comme celles du 14 juillet où une cinquantaine de personnes ont manifesté près du palais de l'Élysée. Ils souhaitaient dans une lettre à Mitterand attirer son attention sur le fait que 150 étrangers étaient menacés rapidement d'expulsion ou de reconduite à la frontière du fait de la réduction de peine suite à la grâce présidentielle du 14 juillet. Le comité contre la double peine demande un moratoire sur les expulsions.

- des meetings de sensibilisation sur la question de la double peine dans les grandes régions.

- et par une action de pression (lobbying) sur les partis politiques et sur les institutions (Assemblée Nationale, Sénat, ministères de la justice et de l'intérieur...) afin d'obtenir une mo-

dification du code pénal, profitant du fait qu'actuellement celui-ci est en pleine réécriture.

Cette dernière direction pourra peut-être permettre l'obtention de quelques modifications, déjà prévues, comme celle d'augmenter de 6 mois à un ou deux ans la peine minimale pouvant entraîner l'expulsion. En revanche, seul la construction d'un rapport de force reposant sur des collectifs s'opposant à la double peine comme aux nombreuses nouvelles mesures anti-immigrés du gouvernement Cresson (nouvelle limitation du regroupement familial, limitation des certificats d'hébergement...) ainsi qu'au discours national-populistes de droite et de gauche que nous inverserons le processus d'exclusions de larges couches de la société.

A la suite de nombreux soubresauts dans les quartiers de banlieues lyonnaises et parisiennes se pose pour un certain nombre d'associations la question rituelle de la fédération, de la coordination des actions des associations locales. A cette réunion de Vénissieux a été proposé l'organisation d'"Assises des banlieues", "Intelligences de banlieues" qui auront lieu le 1, 2 et 3 novembre à Lyon afin de réunir le maximum d'associations de quartiers pour instaurer un rapport de force capable peut-être de peser sur la politique de la ville, et sur la politique vis-à-vis de l'immigration.

Les associations issues de l'immigration, les associations locales vont-elles former le nième regroupement qui sans dynamique collective et démarche indépendante vis-à-vis des pouvoirs publics et politiques ne pourra pas imposer ses revendications ou participeront-elles à la construction d'un mouvement de collectifs de lutte, capable de faire évoluer la question de l'exclusion (logement, précarité...), de la répression et d'instaurer des solidarités indispensables entre Français et immigrés.

Les révoltes dans les banlieues ne posent pas simplement le problème de la gestion locale des quartiers. Il faut sortir des simples revendications financières - certes nécessaires et légitimes - pour aller au-delà et réfléchir sur la société à deux vitesses, et auto-organiser le plus possible sur la vie des quartiers.

# ANTIFASCISME : INVESTISSEMENT QUOTIDIEN?

**U**n article dans le Reflex de février (n°33) sur l'antifascisme et (l') investissement quotidien notait au sujet des Scalp que "le passage d'un état de consommateur à celui d'acteur et l'élaboration d'une force collective structurée reste très difficile à opérer". Selon l'article, une des raisons du non-investissement, du refus du militantisme c'est que pour les jeunes scalpeurs "l'idée que sacrifier son temps à une cause dont on ne voit pas les résultats immédiats est inutile". Mais ce n'est pas tellement qu'on ne voit pas les "résultats" qu'ils soient immédiats ou éventuels mais qu'on n'en parle pas. Ce vide du discours, ce manque de débats, de perspectives, de projet politique commun c'est peut-être aussi là que se trouve la cause du non-investissement "en tant qu'acteur" des jeunes. Ce refus du "discours" a été voulu par certains qui influencés par "l'apolitisme" des jeunes de 86, ne voulaient pas les effrayer (!). Alors on en reste au FN = Nazi, le jeunesse emmerde le FN...

Mais on ne regroupe pas les gens indéfiniment autour de slogans ou de logos, au bout d'un temps ça passe. La mode c'est bien jusqu'au jour où c'est démodé (la petite main d'SOS, et dans une moindre mesure l'indien du SCALP).

Le rock alternatif qui a contribué à l'émergence des SCALP (d'ailleurs beaucoup de groupes se sont créés suite à des concerts sur toute la France) risque s'ils ne peuvent dépasser ce cadre, de les cantonner dans un champs d'action très limité. Si on apparaît uniquement dans les lieux dit "Alternatifs", dans les concerts, dans les squatts on se coupe de beaucoup de monde (qui tout simplement n'aiment pas le hardcore, ou ne squattent pas). On se coupe encore quand on voit que dans la presse antifasciste "radicale" (Reflexes, Apaches...) le ou la jeune antifaf est toujours représenté (e) en punk ou red, coupe délirante, perfecto, badges... C'est sympa mais qui se reconnaît et qui est-ce

qu'on va toucher?

La question qui se pose, c'est de savoir en direction de qui on milite: les jeunes en "général" ou est ce qu'on se restreint à un gettho où tout le monde est convaincu (de quoi au fait?).

Quand on se restreint au "gettho" l'activité principale des groupes devient l'organisation de concert-débats (peu viennent au débat d'ailleurs). Après on se plaint du réflexe de consommateur du public "alternatif" pourtant rien d'étonnant: on lui organise des concerts (pas chers), on lui

sert des bières (pas chères) et qu'est ce qu'on lui propose? ...

Si on veut pouvoir élaborer des projets plus conséquents il faut repenser l'organisation des groupes en termes "sérieux" (pourquoi pas des délégués pour une réelle coordination entre les groupes par exemple). Sans cela on reste dans le vague où l'on ne communique que par rumeur et où l'on ne fonctionne qu'avec une hiérarchie implicite, ce qui rend les structures très dépendantes de quelques individus.

Prendre en compte la situation idéologique de notre période, c'est à dire prendre conscience du désastre ne veut pas dire pour autant que l'un doit prescrire des débats de fond dans les groupes (Au contraire cela éviterait peut-être de lire des textes ou interviews de groupes révisionnistes dans une presse proche des antifascistes radicaux (Alternative Libertaire, etc...). En tout cas ça permettrait peut-être d'arrêter une position commune pour condamner ceux qui les publient ou les invitent).

Appeller au travail de quartier c'est bien, mais expliquer pourquoi choisir ce terrain de lutte plutôt qu'un autre, dans quelles perspectives... en somme ouvrir le débat, serait mieux.

Zip.



# INTERVIEW D'UN MILITANT ANTIFASCISTE

Cet interview réalisée au mois de juin aborde plusieurs questions centrées autour de la lutte antifasciste, la révolte dans les banlieues, la gestion policière de l'exclusion, etc.

Construire un espace d'intervention en dehors des champs politiques traditionnels a semblé marqué le pas cette année. La manifestation du Premier Mai de la Coordination nationale antifasciste a été un échec, tant dans le nombre de manifestants que dans la forme.

Certes, la lutte antifasciste radicale a toujours expliqué pourquoi les raisons du succès du FN étaient dûes à la politique du gouvernement socialiste depuis 10 ans. Mais l'explication n'est pas en soi un outil suffisant pour contrecarrer ce développement ni la banalisation des idées racistes et sécuritaires.

Reprendre l'initiative sur le terrain social nécessite des relais à l'intérieur d'une multitude de lieux, une réelle volonté des associations et des organisations à refuser le discours dominant sur la sécurité, sur l'immigration ou sur le libéralisme d'entreprise par exemple. Ce travail de fourmi dont REFLEX soulignait déjà l'importance lors d'une coordination nationale en 1988 "reprendre et réoccuper l'espace social par un travail de quartier est une donnée indispensable pour contrer le FN", doit s'articuler avec des initiatives centrales, point de convergence aux investissements particuliers.

Où en est le mouvement antifasciste radical?

Après deux ou trois ans d'expansion autour du rock alternatif et des Scalp, le mouvement se tasse et a dû mal à trouver un second souffle. Ces trois dernières années, il a pris beaucoup d'initiatives, qui était l'occasion de faire entendre une voix différente sur des sujets comme la police, l'Europe, l'antifascisme, etc.

De plus, la situation exige aujourd'hui d'autres réflexions et réponses vis-à-vis du Front National. On ne peut plus se satisfaire de manifestations même spectaculaires. Toujours nécessaires, elles sont insuffisantes.

Le pouvoir de "gauche" a fini sa mutation. Depuis 1981, il a abandonné une à une toute idée de changement social et politique. Il gère au mieux le système capitaliste. L'hégémonie de celui-ci sur la planète caractérisée dernièrement par la guerre du Golfe et la mainmise de l'économie de marché sur les pays de l'Est semble se réaliser sans véritable opposition. L'effondrement des Etats totalitaires ne donnera pas naissance à un mouvement de ces

sociétés vers plus de justice, de liberté ou de solidarité entre les peuples, au contraire.

La montée de l'exclusion et de la pauvreté tant au Nord qu'au Sud a pour conséquence un retour des nationalismes et des intégrismes: FN en France, FIS en Algérie, partis nationalistes en Europe de l'Est, etc. En l'absence d'un mouvement émancipateur, progressiste (fin de la référence aux pays dénommés "socialistes"), les valeurs réactionnaires d'ordre ont un bel avenir. Lutter contre le FN suppose aussi de réinventer un projet

émancipateur, un projet dont les valeurs sont opposées au culte de l'entreprise, de la réussite, de l'apartheid social...

Que penses-tu des 250?

Les 250 né pendant l'affaire de Carpentras avaient pour objectif de mobiliser l'opinion vis-à-vis du danger de l'extrême droite en France. Tout au long de cette année, ils n'ont pas



réussi à impulser des collectifs locaux ni des mobilisations contre le FN. Faire pression sur une partie de la gauche était leur intention, comme l'indiquait le texte "La contre-offensive est venu". Leur appel à un sursaut des valeurs et à une reprise en main du terrain s'est retrouvé caduc du fait de la guerre du Golfe. Aujourd'hui, les valeurs de "gauche" n'existe sûrement pas au sein du Parti socialiste. Où sont les "valeurs de gauche" dans la gestion par le pouvoir socialiste des révoltes dans les banlieues? Est-ce le renforcement de l'ilôtage, du flicage, du droit de vie et de mort pour les policiers vis-à-vis des jeunes? Tout ceci au contraire concourt au renforcement du FN. Si les 250 ne prennent pas position sur cette question, je ne vois pas quelle sera leur lutte antifasciste; en dehors d'une lutte reposant sur des valeurs morales et qui ne sont pas l'apanage de gens de gauche, mais de démocrates comme Stasi ou Noir par exemple.

**Les banlieues sont en pleine effervescence depuis un an. Le Front national peut-il en tirer profit?**

Le Pen trouve dans ces explosions un terreau tout frais pour le développement de ses idées. Il est le grand gagnant comme le montrent les élections à Poissy. Le programme du FN n'a jamais varié concernant le problème de l'immigration et de la sécurité. Ce n'est pas comme les autres forces politiques qui fluctuent au gré des événements. Celui-ci s'appuie à l'intérieur des cités sur une population qui a peur d'être marginalisée socialement et économiquement, qui voit dans l'immigré le responsable de son exclusion, alors que sa situation est identique à celui-ci. La victoire du FN est de redonner une "identité positive", des repères pour une frange de population qui se sent attaquée de toute part: dans son travail, dans ses conditions de vies, dans ses relations sociales, etc. C'est aussi dans les quartiers limitrophes aux cités que le FN fait des gros scores. La classe moyenne a très peur de voir fondre sur elle ceux qui n'ont rien remettant en cause ses maigres acquis qu'elle est prête à défendre. Il faut se rappeler du débat au début des années 80 au sujet de la Légitime Défense qui annonçait déjà la situation d'aujourd'hui.

**Sur cette question des banlieues, y-a-t-il de grandes différences d'appréciation entre les forces politiques?**

Non. Toutes sont d'accords sur deux grands points:

- faire supporter la misère et l'exclusion en distillant quelques millions de francs dans le cadre des DSQ ou des

DSU;

- une répression accrue et un contrôle policier par l'ilôtage, le renforcement des polices parallèles et la criminalisation d'une frange considérée comme irrécupérable.

En fait, on s'oriente vers une société à trois vitesses. En schématisant: 20% de riches; 60% de classe moyenne; 20% d'exclus. Le souci de la classe moyenne sera de ne pas tomber dans la troisième tranche; au niveau de l'organisation de l'espace urbain, elle demandera et acceptera des barrières de sécurité entre elle et les exclus. Le pouvoir se gagne chez les classes moyennes. Les forces politiques jouent donc sur les cordes sensibles à celle-ci: il y a dix ans, c'était sur le problème du pouvoir d'achat et du niveau de vie, aujourd'hui, c'est avant tout sur la sécurité. L'immigration sert d'écran aux problèmes sociaux et économiques, à la recherche de solutions qui ne seraient pas entièrement avantageuse pour le capitalisme.

Personne ne veut remettre en cause cela. Tous les discours sur la réussite, l'insertion sont de la poudre aux yeux, des effets de communication, de médiatisation. L'argent dans les banlieues ne donnera pas d'identité aux gens. Et c'est là un besoin essentiel. Quand tu n'a pas d'argent, pas de formation, pas d'horizon social, tu n'existes pas dans notre société de consommation. Tu n'est pas un bon produit.

C'est ce rapport là qu'il faut arriver à changer. Faire un travail avec les gens sur les banlieues, c'est réfléchir aux actions et à la dimension conviviale, solidaire, existentielle que tu vas mettre en place. La responsabilisation, l'autonomie et l'initiative ne font pas partie de la scolarité, de la formation, dans nos luttes nous devons les mettre au premier rang. Le Front National, lui, veut encore renforcer cette exclusion pour les immigrés mais aussi pour tous les exclus.

**Cet apartheid social peut-il être accepté par la société?**

Aux États-Unis, cela fait longtemps que la société fonctionne comme cela. Et l'État américain n'est pas en danger de dislocation ou de mouvements révolutionnaires.

L'exemple américain peut-il être rapporté à l'échelle française et européenne? Pas dans tous ses aspects. Car là-bas les fractures entre communautés sont bien plus accentuées même au niveau des lois. Mais une chose est sûre, les 30 millions de pauvres américains n'empêchent aucunement la société de vivre. Car l'affrontement se fait entre bandes rivales, entre gangs pour des contrôles de trafics de tout genre, parfois entre communautés. C'est aussi là-bas que l'on a vu se développer les polices pa-

rallèles dont la télévision nous montre à travers les feuilletons le rôle de remplacement et de supplétif à la police. Cela est en train de se mettre en place en France doucement.

Face à cela, il ne faut pas entrer dans un discours réducteur. Il faut casser l'engrenage de ghettoisation d'une lutte politique qui se ferait autour des quartiers et d'une frange de population. Les problèmes sont beaucoup plus larges. Il ne faut pas faire du misérabilisme en pensant apitoyer les gens pour les faire rejoindre notre lutte.

**Y-a-t-il aujourd'hui un projet émancipateur capable de fédérer les énergies, les luttes, de servir de point de référence?**

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les classes dangereuses que l'on pourrait assimiler aux exclus d'aujourd'hui se retrouvaient faire partie d'un mouvement social, dont les luttes féroces pour l'acquisition de droits aujourd'hui considérés comme normaux (il faut demeurer vigilants quand on voit les remises en cause des droits sociaux) structurait les rapports sociaux et politiques. Cette situation est définitivement caduc. Aujourd'hui aucune force politique ou mouvement social conséquent ne défend les exclus. Au contraire!

Je pense qu'il y a de multiples petites luttes autour du logement, des précaires, des conditions de travail ou de vies (sur l'environnement par exemple), mais elles n'ont encore qu'un caractère éphémère. Il faut commencer par reconstruire un tissu social. C'est le premier jalon pour créer des contre-pouvoirs d'où pourra émerger un nouveau projet émancipateur. Je ne me retrouve pas du tout dans les débats politiques du moment sur la refondation. Il s'agit là de tractations politiciennes, les gens qui luttent en sont exclus.

Ce travail de fourmi doit se faire en mêlant à la fois des luttes quotidiennes, des réflexions politiques globales et la dimension essentielle qu'est le rapport Nord-Sud. Nous ne renverserons la vapeur qu'en établissant des liens entre les gens ici mais aussi en s'ouvrant au peuples du Sud. D'avoir de multiples communautés immigrées ici peut être un très bon moyen pour cette ouverture.

**Le gouvernement cède aux pressions policières. Quel état peut-on faire de la police?**

La grogne dans la police n'est pas nouvelle. Rappelons-nous de la fronde de 1983 et des mots d'ordre de l'époque vis-à-vis de Badinter et du prétendu laxisme de la justice. Le Pen avait apporté son soutien au policier Gandossi de la FPIP démis de ses fonctions par Defferre.

Mais le malaise aujourd'hui est en-

core plus profond. La police est gagnée par un discours sécuritaire et xénophobe. Verbrugge, préfet de police de Paris il y a quelques années avait pondu une note sur les devoirs des policiers et sur le comportement qu'ils devaient observer vis-à-vis des étrangers. Quant une note de la sorte est envoyée, c'est que le vers est dans l'arbre. Ce n'est pas simplement des rappels à l'ordre ou quelques sanctions qui changeront les données du problème.

Les dernières élections professionnelles ont marqué un très net développement du syndicat d'extrême droite et de l'USC (union catégoriel des syndicats de police). La FASP (syndicat majoritaire) dit de gauche est en fait un syndicat "de services". Beaucoup de policiers y sont pour les avantages qu'il offre.

En outre, quand on voit la manière dont se passe les contrôles d'identité, les gardes à vue, on ne peut qu'être surpris par l'appel au dialogue fait par les associations comme SOS Racisme, La Ligue des Droits de l'homme entre la police et les jeunes. Le fait d'avoir rendu libre les contrôles d'identité en 1983 a laissé se développer chez les policiers un sentiment de toute puissance. En dix ans on ne compte plus les "bavures". Alors si la mort d'un policier est plus que regrettable, on doit avoir à l'idée que pour des milliers de personnes, la police est un instrument de répression et les traitements humiliants sont vécus de plus en plus mal.

Cette ambiance sécuritaire, ce renforcement de l'ilôtage prôné par le gouvernement est un engrenage sans fin. Quelle société pour demain?

### Le Pen-Chirac-Poniatowski même combat?

Non. Les déclarations de Chirac sont là pour contrer Le Pen sur la force d'attraction qu'il a sur les électeurs du RPR. Il n'y a rien de neuf. On nous refait le coup des élections de 1986. Déjà à l'époque, Le Pen disait que Chirac lui piquait son discours. La gauche va évidemment se servir des phrases racistes distillées par Chirac, mais prend-elle des dispositions "courageuses" pour changer le cours des choses? Non, elle se sert du FN comme épouvantail et se servira de la même manière de Chirac. Ce jeu est incontrôlable comme on le voit dans le quotidien.

Quand on voit la dernière production du PC français sur l'immigration, on peut se dire que le FN a bel et bien gagné. Depuis l'affaire du Bulldozer de Vitry, le PC a enfourché un discours sur l'immigration qui est bien loin des idéaux

de solidarité et d'entraide. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que le PC fait ce coup-là: rappelons-nous la considération et les termes employés vis-à-vis des résistants des FTP-MOI.

Depuis 1983, le débat politique à chaque élection prend les immigrés pour cible. Aujourd'hui ce qui est essentiel c'est le pas que vient de franchir le racisme quotidien. Déjà très présent dans le sud de la France, il vient de faire son entrée dans le nord. Ici aussi l'immigré devient la cible des "petits blancs". Il ne se sentent plus pisser, car toute la classe politique leur dit que l'immigration est la raison essentielle de la dégradation économique et sociale en France. Les degrés divers dans ces discours xénophobes ne peuvent masquer la triste convergence théorique et pratique, concrétisée par exemple en Europe par Schengen: l'immigré - symbole du Sud - doit savoir que le Nord (le "blanc") est prêt à tout pour sauvegarder ses intérêts (même à la guerre "chirurgicale"). Aucune voix, aucune force politique n'est en mesure d'opposer un autre discours. Si celle-ci existait, on ferait tout pour la faire taire. Voilà pourquoi en 1985, la création de SOS-Racisme a eu un grand rôle politique. Cette association a déplacé le débat de la citoyenneté et des droits réels de chaque immigré à un débat sur l'intégration. On voit même aujourd'hui Arezki Damhani (président de France Plus) plaider pour la suppression de la double nationalité; invoquant le fait qu'un immigré "intégré" se doit de servir pour la France. Pour nous, antimilitaristes, la France colonialiste et impérialiste, on la combat. Pour autant, on ne va pas nous dire que nous ne sommes pas intégrés, mais de "mauvais français".

Justement la France avec l'Europe est en train de perdre son "identité". Qu'en penses-tu?

Ce rapport entre la France et le peuple français est un des sujets qui donne l'occasion au Front National de jouer sur la perte

des repères identitaires qui n'est pas dû à l'effritement d'une entité géographique mais au dépassement de l'Etat-nation. Le capitalisme se mondialise. Dans ce cadre les capitalistes nationaux opèrent depuis dix ans de vastes restructurations et mutations transnationales. Dans le même temps, les mutations technologiques entraînent chômage et précarisation. L'insertion de chaque Etat-nation européen dans ce schéma ne peut se faire qu'avec une réduction de ses sphères productives.

Cela, tous les politiques le savent. Mais pour le faire accepter, et ce n'est pas nouveau, on joue sur les antagonismes identitaires. Ne pouvant plus le faire au sein d'une lutte contre les "peuples" des pays d'Europe, on l'opère contre les peuples des pays du Sud. Le Front National, qui dès 1972 fait de l'immigration son cheval de bataille - épaulé par les théoriciens de la Nouvelle Droite - devient en peu d'années le "Parti de la France". Se voulant défenseur de l'identité du peuple français, il combat à la fois les étrangers (mais pas les capitaux), le capitalisme destructeur et se veut le garant des biens de la nation.

Il y a quelques années, on a essayé de parler de nouvelle citoyenneté, cela te semble-t-il toujours d'actualité?

Plus que jamais. Né pendant la marche des Beurs de 1983 et Convergence 1984, le débat sur la citoyenneté a pour principale base une dissociação entre la nationalité et les droits de chaque résident sur le sol français. Cela permettait une convergence dans les luttes entre tous les habitants quelque soit leur nationalité. Logement, école, quartier, entreprise, les besoins des immigrés et des "français" sont les mêmes. Qu'il y ait des revendications propres à l'immigration, notamment au niveau juridique et qu'un combat soit mené sur ce sujet est justifié. Mais l'idée de faire progresser des revendications en instituant une sorte de lobbying à l'américaine, pression sur les décideurs politiques est faire fausse route. Seule une petite partie de l'immigration par ce biais s'en sortira. La grande majorité des gens en sera exclue. L'exclusion touche les plus démunis de droits: sociaux, politiques, culturels, éducatifs sans distinction de races, de religions ou de provenances. La revendication d'une nouvelle citoyenneté prenant en compte ses éléments me paraît un projet intéressant à défendre et à concrétiser.



# CONTRE L'É ET POUR LI

**L**ors des manifestations lycéennes de novembre, nous avons été quelques uns à mettre en place un collectif pour l'Amnistie des manifestants condamnés. La justice s'était acharnée sur les jeunes des banlieues. Exclue du système scolaire, ils étaient descendus sur Paris avec les frères lycéens pour faire entendre leur voix. Des condamnations très lourdes les avaient frappés.

Si beaucoup de monde était auprès des jeunes lycéens pour réclamer des gommes et des crayons, peu se sont solidarisés avec les jeunes exclus. Pour nous, il n'y avait pas à tenir de discours moralisateur sur leurs actions. L'entraide et la solidarité étaient justes et légitimes.

De la même manière, nous étions solidaires des jeunes de Vaulx-en-Velin condamnés après l'assassinat par la police de Thomas Claudio.

Le 8 décembre 1990, la manifestation organisée par le Scalp et REFLEX contre l'ordre sécuritaire rassemblait plus de 400 personnes sur la Place de la Sorbonne.

Interpellations, vexations, tabassages, ratonnades sont pour des milliers de personnes le lot quotidien de leur "confrontation" avec l'institution policière.

Chargée de maintenir l'ordre d'un système qui produit misère et exclusion sociale, la police devient de plus en plus "active" et dotée de moyens.

Mais comme cela ne suffit plus, on assiste depuis dix ans à la multiplication de polices parallèles: vigiles, société de gardiennage, GIPR (métro), police mu-

nicipale. On ne compte plus les "bavures" de ces suppléants de l'ordre sécuritaire... Le gouvernement pour mettre de "l'ordre" et "moraliser" toutes ces officines nous promet une loi...

## Pourquoi un réseau d'entraide et de solidarité

Nous avons en plusieurs occasions développé des actes de solidarité avec des emprisonnés. Que ce soit des militants antifascistes, des militants basques, des antimilitaristes, des jeunes tombés lors de manifestations, nous avons voulu aller au-delà de simples déclarations indignées prononcées par nombre d'associations ou d'organisations politiques disant défendre les droits de l'homme et du citoyen, la "cause" des immigrés...

Aux mots et aux discours, aux cas médiatisés, nous voulons opposer une solidarité active et collective, qui ne fasse pas le

tri entre "les bons" et "les mauvais".

Certes, les cas sont différents. Tous ne tombent pas sous les mêmes juridictions, ni pour les mêmes motifs.

Pour un antimilitariste, cela peut être le refus d'incorporation, l e



# EXCLUSION DES LIBERTÉS

refus du service civil...

Pour un antifasciste, c'est d'avoir usé de moyens jugés illégaux pour se défendre contre une agression ou avoir participé à une manifestation...

Pour les réfugiés, c'est se retrouver au camp de rétention et refuser d'em-

barquer après la notification d'un arrêté d'expulsion...

Pour des immigrés, cela peut être la question de la Double Peine...

Pour d'autres, c'est avoir exprimé leur révolte après l'assassinat d'un des leurs par des policiers ou des beaufs.

Agir et développer l'entraide, faire connaître des cas, ne pas laisser les individus isolés, faire une chaîne de la solidarité, tel est notre objectif.

Nous travaillons avec des comités et des associations qui elles-mêmes font un travail sur des thèmes précis.

Nous pouvons dans certains cas leur servir de relai.

Nous pouvons aussi être initiateur de campagnes sur des cas qui nous touchent plus directement.

Répression-exclusion deux faces d'une même médaille, celle d'une société à deux vitesses qui emprisonne les pauvres et blanchit les riches.

Réapprendre les réflexes de solidarité au quotidien en intervenant pour faire respecter les droits par exemple lors des contrôles d'identité effectués par des policiers...

Reprendre l'offensive sur le terrain de nos droits sera aussi l'une de nos tâches. Car de plus en plus souvent, on les oublie, on se laisse gagner par la "peur" et l'ambiance sécuritaire qui

nous entourent. Sachons construire des espaces de liberté, seuls outils à même de lutter contre le développement de l'autoritarisme dans la société.

En effet, celle-ci se renforce sur l'atomisation. Ce n'est que par la solidarité concrète et active, par l'action individuelle et collective que nous pourrons lutter contre l'exclusion en reconstruisant des lieux sociaux et conviviaux.

A l'exclusion, nous voulons répondre par une solidarité et une entraide directe avec les prisonniers. Nous relayons cette activité par une lutte contre l'ordre sécuritaire, répressif, autoritaire nécessaire au système économique capitaliste et participons aux luttes menées par les comités, associations sur tous ces sujets.

Notre objectif est d'arriver à une PRISE EN CHARGE PAR DES INDIVIDUS OU DES COLLECTIFS de cas pour les faire connaître sur la place publique, qu'ils correspondent avec les prisonniers et qu'ils organisent des campagnes pour leur libération.

Il s'agit de ne plus se faire étouffer par les grandes associations qui occultent les problèmes essentiels liés à la répression.

Nous ne voulons pas laisser l'individu seul face au rouleau compresseur de la répression. Travail juridique, mandat pour les emprisonnés, correspondance, lutte à l'extérieur, le réseau sera un outil le plus large possible pour faire entendre nos voix contre l'ordre sécuritaire.



# LE RETOUR DU FASCISME EN ALLEMAGNE, vu par un Allemand

**D**epuis la fin des années 70, les mouvements fascistes sont devenus de plus en plus forts en Europe. Le bloc d'extrême-droite prend 10% des suffrages au parlement Européen qui représente un continent qui a pourtant eu une expérience fatale avec le nazisme. La France est le pays dans lequel l'extrême-droite est la plus forte. Cela vous fait peur... Mais cela vous choquerait encore plus, si dans un pays qui a été complètement détruit par son "Führer" lui-même, les idées d'une "nation propre et forte" ont de plus en plus d'adhérents!

En Allemagne, il existe plusieurs partis d'extrême-droite.

Parlons seulement des partis les plus connus.

Le premier s'appelle NPD (parti social démocrate allemand). Ses membres sont surtout de vieux nazis. Malgré une perte d'influence le NDP a encore une "bonne réputation" dans le bloc d'extrême-droite.

Le deuxième représentant est le DVU (union du peuple allemand). Il est plus ou moins comme le NDP avec lequel il fait alliance. Il est moins réputé, mais il est quand même assez dangereux... Leur chef, Gerhard Frey a "l'empire de la presse" (il possède tous les journaux d'extrême-droite).

Un autre parti est le FAP (parti des travailleurs libres... ça sonne bien, hein?). Ils s'appelaient avant NSDAP (comme le parti d'Hitler) et on peut le comparer au SS/SA. Leurs membres (80% de skins) croient que Hitler est congelé au pôle nord et qu'il va revenir pour sauver le peuple allemand du danger rouge... Politiquement ils ne jouent pas un rôle important, mais ils sont utilisés comme service d'ordre pour les partis plus grands. Leur Führer Michael Kühnen, est connu comme agitateur cruel contre tous les "non-allemand", "les gauchistes". Il est mort du SIDA il y a quelques semaines... Comment cela peut arriver à un véritable Aryen?

Les représentants les plus connus et les plus forts, sont les "Republikaner" (oui, républicain!). Actuellement, ils sont en crise, mais ils sont le mouvement le plus comparable à l'affrontement national... Détaillons leur création et leur programme.

Les REP se sont créés le 27 octobre 1983.

Quelques membres du CDU (la droite "normale") les ont créés avec Franz Schönhuber, car ils n'étaient plus d'accord avec la politique du CDU (pas assez brun). Rapidement, Schönhuber a pris le pouvoir au sein du parti. Aujourd'hui, il est lié au REP comme Le Pen au FN.

Schönhuber a été limogé de ses fonctions dans une station de radio, car il avait écrit un livre sur sa vie dans le "troisième Reich" (original: "c'était le bon temps"). Il était, soit dit en passant, au SS/garde du corps d'Hitler.

Les Republikaner ont le même potentiel électoral que le FN, c'est à dire surtout des petits fonctionnaires, des flics, des frustrés de la politique (dont beaucoup de chômeurs et travailleurs) ... Quels sont leurs buts?

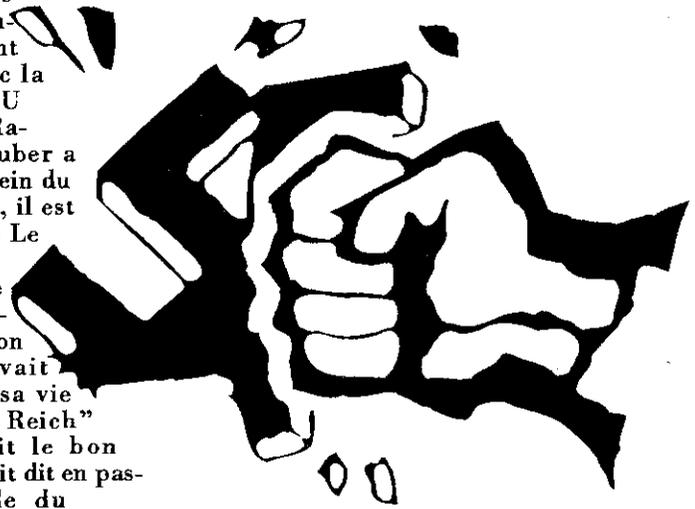
Pour les REP l'unification était seulement le début du grand "Reich". Ils prétendent à l'URSS, à la Pologne, à la Belgique, au Pays-Bas, au Danemark, à la Tchécoslovaquie, à l'Autriche ("l'Anschluss"), à la France (Alsace-Lorraine) qui leur auraient volé du territoire!

Les REP veulent que "l'Allemagne reste allemande" ... Les étrangers devraient partir ou travailler comme des esclaves sans sécurité sociale... s'ils ne sont pas "des hauts fonctionnaires dans l'économie" ! Un parti pour les travailleurs?

Les REP sont des sexistes, ils sont hostile à la femme qui travaille ou qui est dans la politique. Une allemande doit faire la cuisine et avoir des enfants (blonds et grands si possible). Ils veulent même "l'année du ménage" comme Hitler l'a réalisé dans les années 30.

Les REP sont pour l'obligation du travail ("Vive les autoroutes!"). Un fonctionnaire a demandé l'utilisation d'une centrale nucléaire qui était ar-

# GEGEN



# NAZIS

rêté comme camp de travail!

Qu'est-ce que les REP proposent de positif après toutes ces attaques envers tout le monde? Ah, oui... "la fierté d'être allemand" (Schönhuber).

Le "programme profond" des REP était récompensé avec leur entrée dans plusieurs parlements régionaux. Le succès le plus grand des REP a été son entrée au Parlement Européen avec environ 7%.

Depuis l'unification, les REP ont perdu leur influence, il y a des grandes disputes dans le parti, Schönhuber a été plusieurs fois en difficulté. La CDU de Kohl a repris beaucoup d'électeurs des REP en les surpassant en paroles nationalistes... Maintenant, Kohl aussi est "fier d'être allemand".

Les REP crèvent d'après les dernières statistiques vers 2%, mais il ne faut pas rêver mes amis! Leur potentiel électoral est considéré comme assez important (15-20%) et peut facilement s'évader!

Les allemands n'ont jamais vraiment surmonté leur passé nazi! En Allemagne de l'Est, la situation sociale est catastrophique. Et ce n'est sûrement pas la gauche qu'ils considèrent là-

bas comme une alternative...

Chaque mois, il y a des victimes, des morts, de la terreur néo-fasciste dans le territoire de la vieille RDA! La dernière victime était un noir à Dresde qui s'est fait tué par un groupe de skins. Les skins ont même écrit à la police en disant qu'ils ont créé la "SS/Section de l'Est" pour combattre tous les "éléments étrangers et gauchistes".

Bien sûr, ces événements causent une certaine crainte "chez nous". Mais la gauche radicale est gelée de peur. De plus en plus, les anti-fascistes agissent comme les fachos, ils cassent la gueule des adversaires.

Cela est compréhensible. Pour nous, qui prenons le droit de dire ce que nous pensons, il n'est pas imaginable d'être nazi après tous les résultats du fascisme.

Il faut qu'on le comprenne pour persuader les peuples du danger du nationalisme. En même temps, il faut nous battre contre les militants d'extrême-droite. Car comme disait un autonome allemand: "avec un skin, on ne peut plus discuter. J'ai essayé... maintenant il me manque une dent..."

Björn.

# MEUTRE RACISTE PLACE DE L'UNITÉ À DRESDE

**C'**est Pâques à Dresde. Des groupes nazis organisent ce week-end une rencontre de groupes de sport de combats dans la capitale de la Saxe. Des fascistes de la région du lac de Constance et de Berlin ont fait le voyage exprès. Les quelques gauchistes qui veulent se défendre contre la terreur permanente s'attendent à des agressions semblables à celles de la Saint-Sylvestre.

Jorge Gomondai, originaire du Mozambique, rentre seul chez lui en cette nuit du lundi de Pâques. Il prend le tramway n°7 en direction de Gorbitz, fief des nazis de Dresde. Les deux autres voyageurs descendent en toute hâte lorsqu'un groupe de "jeunes de la mouvance extrémiste de droite" monte. Jorge Gomondai, seul, est à leur merci. Ils le jettent hors du wagon après l'avoir frappé. C'est sur le pavé qu'un receveur de tramway le retrouvera: près de la "Place de l'Unité"...

Un accident comme tant d'autres l'an dernier, sauf que cet ouvrier de

28 ans ne reprendra jamais connaissance jusqu'à sa mort. Le 6 avril 1991, il succombe à ses blessures, après quelques opérations à l'hôpital. Il ne s'agit pas du premier meurtre raciste dans l'ex-RDA. Une vague de haine déferle sur les travailleurs d'Angola, du Mozambique et du Vietnam. Agressions, menaces de mort et tentatives d'assassinats ainsi que racket sont à l'ordre du jour. Une grande partie des 180 000 travailleurs venus de pays étrangers a déjà quitté la RDA. Le racisme en fait les victimes de l'unité allemande.

Le comportement de la police de Dresde est typique. Lorsque la patrouille de police appelée découvre Jorge Gomondai sur le pavé, elle le prend pour "bourré". A aucun moment le nom des témoins de l'agression n'est établi. L'enquête ne commence qu'avec l'acte de décès. La nuit du meurtre, la police enregistre des graffitis de croix gammées et de "Sieg Heil", des appels de Gorbitz ainsi que des agressions dans la nouvelle ville de Dresde. Sur un mur du club de jeunes "Espe", on peut lire:

"Jorge tu n'es pas le dernier, nous vous aurons tous". Cependant, la "camaraderie de Gorbitz", en tant qu'utilisateur de ces locaux, se distancie de la violence lors d'une conférence de presse et continue d'entretenir des relations avec le "Groupe de sports de combats Hans-Joachim Peiper" et "l'Association des Loup-Garous de Saxe" (Wehrsportgruppe Hans-Joachim Peiper et Verband der Sächsischen Werwölfe).

7000 personnes se sont rendues à la marche funèbre pour Jorge Gomondai. Après l'enterrement, le cortège s'est rendu à l'endroit où Jorge fut assassiné. Le cortège fut attaqué par deux fois par 80 à 100 nazis mais pour la première fois ils se sont opposés à de la résistance et ont été frappés dans leur fuite par des manifestants. Les participants non-allemands du cortège funèbre portaient des pancartes: "Chacun de nous peut être le suivant".

D'après *Antifaschistes Infoblatt*.



# LE GLAIVE DANS LA MAIN DES AMÉRICAINS

Nous avons décidé de publier en co-édition avec la maison d'éditions Belge E. P. O un livre intitulé Dossier : Gladio qui met en lumière l'action des services secrets américains dans la vie politique italienne et belge, en particulier pendant des périodes troubles de la guerre froide et des attentats et complots de l'extrême-droite dans les années 70 en Italie et en Belgique. Ce livre donne un éclairage nouveau et intéressant de l'histoire de la guerre froide et de la lutte contre le communisme en Europe Occidentale.

**E**ntre 1945 et 1950, les britanniques puis les Américains ont organisé des réseaux secrets en Europe occidentale pour prévenir d'une éventuelle guerre avec les soviétiques. Ces réseaux de quelques centaines d'hommes devaient rester sur place en cas d'invasion étrangère et organiser le sabotage contre l'envahisseur.

Les spécialistes des questions de renseignements ou de l'extrême-droite<sup>1</sup> soupçonnaient l'existence de ces réseaux depuis longtemps mais ce n'est qu'en octobre 1990 qu'en Italie, en Belgique, en Allemagne, en France... on a appris l'existence d'un organisme chargé de recruter des partisans anticommunistes. En Italie cette organisation s'appellera Gladio (Le Glaive)<sup>2</sup>.

L'enquête sur les attentats en Italie de 1969 à 1980 (de l'attentat de la Piazza Fontana de décembre 1969 à l'attentat de la gare de Bologne en 1980) ressemble de plus en plus à des poupées russes.

Dans un premier temps on a mis ces attentats sur le dos de l'extrême gauche, puis on a découvert que c'était l'extrême droite qui avait posé les bombes<sup>3</sup>. Certains journalistes ou juges ne pensaient pas que l'extrême droite pouvait organiser toute seule une opération de déstabilisation de l'Etat Italien. A la suite de leurs enquêtes on a appris que les services secrets italiens et l'armée avaient encouragé et participé aux complots et projets de coups d'Etat de l'extrême

droite (de Lorenzo en 1964, coups Borghese, complot de la rose des vents 1972).

Avec la découverte en 1981 de la loge maçonnique P2 (Propaganda due) on s'est aperçu que derrière les services secrets et l'armée on retrouvait une partie du personnel politique italien (des ministres ou anciens ministres démocrates chrétiens ou socialistes, des directeurs de journaux, les principaux chefs de l'armée, des carabinieri et des services secrets).

Cette fraction de l'Etat Italien utilisaient l'extrême droite, ses attentats, ses complots afin de renforcer l'Etat Italien<sup>4</sup>. L'extrême droite italienne ne jouant que le rôle d'une marionnette, même s'il est vraisemblable qu'elle essayait elle aussi de tenter de dépasser les projets de la droite italienne et de jouer un rôle autonome.

Avec la confirmation de l'existence du Gladio on est peut-être arrivé au dernier niveau de la manipulation.

En effet l'autonomie en politique étrangère de l'Italie, comme de la Belgique est assez faible, ces deux pays dépendent étroitement des Etats-Unis et de l'O. T. A. N. (dont le siège est à Bruxelles, et d'importantes bases américaines sont en Italie. Il existait aussi en Italie un consensus (à l'exception du Parti Communiste Italien et de l'extrême gauche) sur l'appartenance de l'Italie à l'O. T. A. N. et sur le refus du gouvernement de collaborer avec le Parti Communiste Italien (sauf pendant la période du compromis historique: gouvernement Aldo



Moro-P.C.I. juillet à mai 78).

Or le P.C.I., a été au sortir de la guerre, le premier parti de la gauche italienne et parfois même le premier parti d'Italie. En septembre 1969 commence en Italie (soit trois mois avant les premiers attentats de Milan et Rome du 12 décembre 1969) un moment très fort d'agitation sociale, de grèves avec occupation d'usines (l'automne chaud).

Pour ces différentes raisons

l'Italie paraissait pour les Etats-Unis le maillon faible du contrôle de la Méditerranée. Il fallait donc pour eux que l'Etat Italien se renforce et qu'il écarte le P.C.I. du pouvoir.

Les Etats-Unis, lors de la création de l'Organisation du Traité Atlantique Nord (O.T.A.N.) signé en 1949 avaient intégré des protocoles secrets qui avaisaient la création de structures

parallèles destinées à lutter contre la subversion communiste. On retrouvera tout le long des enquêtes sur le Gladio des protagonistes – soit des attentats de l'extrême droite, soit des membres importants des services secrets, de l'armée – impliqués dans les quarante cinq dernières années de complots et d'attentats fascistes en Italie.

Si plus d'un tiers du livre *Dossier Gladio* est consacré à l'Italie, le livre comporte une partie sur la Belgique qui a connu récemment des événements similaires à l'Italie (attentats et meurtres des tueurs du Brabant par exemple, et plusieurs complots) et une série de courts articles sur l'O.T.A.N. et son rôle sur la politique intérieure Européenne et dans la guerre du Golfe.

*Dossier Gladio*, sous la direction de Jan Willems, E. P. O. /Reflex 185 pages à nous commander pour 120 ff (port compris) à Reflex 14 rue de Nanteuil 75015 Paris.

1 Dans leur livre *La Piscine*, Roger Falgot et Pascal Krop, pages 84 et suivantes rapportent le témoignage d'un membre de ces réseaux français organisé dans un premier temps par les anglais: l'organisateur le lieutenant Jelliocoe des SAS Britanniques lui a dit: "Nous constituons une organisation armée, particulièrement en Bretagne", cette opération appelée plan Bleu consistait à monter en France des réseaux armés pour faire face à un éventuel coup de force des communistes.

2 Voir *Reflexes* n°33 février 1991.

3 Ces manipulations médiatiques ont été tellement utilisées qu'il est extrêmement difficile de ne pas se tromper même aujourd'hui. Le dernier exemple en date est celui d'un auteur du livre (*Le Gladio*) qui voit (p. 49) en Gian Franco Bertoli un fasciste "auteur d'un attentat à la grenade en 1973 (quatre morts et une vingtaine de blessés)" alors qu'il est un militant anarchiste condamné pour un attentat commis lors d'une cérémonie en hommage au commissaire Calabresi, le responsable de l'assassinat du militant anarchiste Pinelli. Et il est emprisonné à perpétuité. Il faut dire à la décharge de l'auteur que dans la presse nationale italienne son nom fut mêlé à celui des fascistes et qu'elle n'a pas publié le rectificatif des organisations anarchistes italiennes.

4 Ce jeu de dupes ressemble étrangement à celui de De Gaulle en 1958 en France, où il a utilisé l'extrême droite, l'armée et les pieds noirs d'Algérie pour renverser la quatrième République, revenir au pouvoir et installer un régime plus présidentiel (la cinquième République). Cette stratégie a servi d'exemple pour certains responsables italiens.

## LIBRAIRIES OU LE GLADIO EST DISPONIBLE :

La Plume Noire (Lyon) - La Gryffe (Lyon) - Fnac Forum (Paris) - L'Harmattan (Paris) - La boutique de l'Histoire (Paris) - CNT (Paris) - Librairie Tour de Babel (Paris) - La Guilde (Paris) - S.E.L.I.O. (Paris) - Libre Pensée (Paris) - Le Point du Jour (Paris) - Science Po (Paris) - Maison du livre Italien (Paris) - Librairie Infos (Perpignan) - L'en dehors (Bordeaux) - Machine à Lire (Bordeaux) - Bateau Livre (Nantes) - Vent d'Ouest (Nantes) - Contact (Angers).

DOSSIER

SOUS LA DIRECTION  
DE JAN WILLEMS

GLADIO

E P O  
DOSSIER

REFLEX

### Notre heure est arrivée!

*Conférence Internationale  
Class War 1991.*

Cette conférence aura lieu à Londres du 23 au 28 septembre 1991. Y auront lieu des débats, des concerts des stands... Sur des thèmes aussi variés que :

la situation en Europe, la lutte anti poll-tax, la montée du racisme et du fascisme en Europe, "Class War" qui sommes nous, la religion, les luttes industrielle en Europe après 1992, la politique verte l'environnement et la classe ouvrière, nationalisme et lutte armée, sexe et sexualité, l'industrie automobile européenne, la culture de la classe ouvrière, la mort du communisme, le nationalisme arabe et le fondamentalisme musulman, émeute et révolution, culture et États-nation, apprendre de l'histoire, etc...

Après la chute des pays de l'Est et en attendant le marché unique, il est nécessaire d'aller vers un mouvement international mieux coordonné. Nous espérons que cette conférence pourra y contribuer. Tous groupes, associations ou organisations intéressés sont priés de se mettre en contact en écrivant à : London Class War PO Box 467, London E6 3QX England.

## Campagne anti-anarchiste en Italie

Le "joli mois de mai" a vu fleurir de l'autre côté des Alpes, une campagne de presse anti-anarchiste dans laquelle les journalistes essayent désespérément un rapport entre les anars, la mafia et les nationalistes arméniens. Le but évident de cette campagne médiatique est d'acréditer, comme en 1969 après l'attentat de la Piazza Fontana, l'équation : anarchistes = bombes, de recréer un climat de terreur, de criminaliser les milieux dissidents pour mieux légitimer, comme au temps de la "stratégie de la tension", encore plus d'autorité et toujours plus de répression.

Ainsi les suites ne se sont pas fait attendre bien longtemps; la police s'est livrée à des dizaines de perquisitions avec l'excuse purement formelle de recherches d'armes et d'explosifs; la manifestation "anti Gladio" du 28 mai à Brescia rapellant le massacre de la Piazza della Loggia fut violemment dispersée par la police faisant quatre arrestations et cinq blessés dont un grièvement, sans même attendre, selon l'usage, une quelconque provocation ou un semblant de prétexte.

La F.A.I. de Reggio Emilia, a été expulsé de son local, par décision de l'administration communale, dans la matinée du 6 juin, alors que le local lui avait été attribué par la municipalité voilà huit ans en reconnaissance

de leur lutte dans la résistance contre le nazisme et le fascisme et que depuis elle payait régulièrement un loyer.

La police en quelque mois s'est également attaqué aux centre sociaux installés dans des squatts, elle est intervenue à Alessandria, brescia, Cuneo, Bologne, Turin, Milan, Rome, Bergamo, Naples, Florence.

Par ailleurs, profitant de ce climat, les fascistes s'attaquent eux aussi et en toute impunité aux squatts italiens, dans la nuit du 18 au 19 mai, le centre social de Rome : "le court-circuit" a été incendié et un jeune de 19 ans qui y dormait a péri dans les flammes. Cet attentat survient tout juste une semaine après celui qu'a subit le centre social de Padova revendiqué lui par "la falange armée". Dans un tract, ce même groupe fasciste annonçait son intention de frapper de nouveau et cette fois-ci à Rome. Malgré cela et malgré que "le court-circuit" avait déjà fait l'objet d'une attaque des fachos au début du mois de mai la police ne retient que la thèse de l'accident alors que tout prouve que l'incendie ne peut provenir ni d'une cigarette ni d'une explosion de gaz.

Quand aux média, si habiles pour imaginer des contacts entre les anarchistes et la mafia, il ne disent rien sur les objectifs communs entre les groupes néo-nazis et la police.

# AUTOPSIE D'UNE RÉSISTANCE

La guerre a eu lieu. Médiatisée comme jamais, le War games grande nature s'est soldé par plusieurs dizaines de milliers de civils irakiens tués sous les bombardements "chirurgicaux" et la destruction des infrastructures du pays (santé, éducation, industrie, etc.). Nous ne reviendrons pas ici sur la désinformation des médias ni sur l'intox des dirigeants politiques et militaires. Nous allons nous attacher ici à faire le bilan de la résistance à la guerre qui en dit long sur l'effondrement des valeurs progressistes.

## Le collectif "Guerre à la guerre"

Depuis plusieurs années REFLEX avait organisé des initiatives et travaillé avec d'autres groupes radicaux ou libertaires. Dans le contexte de la guerre, il nous semblait tout à fait normal de mettre en commun nos forces pour agir sur un certain nombre de terrains:

- actions et ripostes dans les manifestations unitaires et dans des initiatives autonomes;
- assumer la défense des militants emprisonnés, des résistants à la guerre (déserteurs, objecteurs, insoumis), des procès pour collages ou bombages;
- poser les questions de l'ordre du monde sous tutelle américaine - la domination du Nord sur le Sud - la libération des peuples - la fin des dictatures - l'appel à la désertion, etc. dont l'appel des 75 ne faisait pas mention.

Le collectif "Guerre à la guerre" naissait et regroupait à ses débuts des militants de la Fédération anarchiste, l'OCL, le SCALP, la CNT, REFLEX sur une plate forme (voir Réflex n°33) reprenant les thèmes évoqués ci-dessus. Après avoir édité trois bulletins durant la période de la guerre il s'est arrêté dès la fin des hostilités militaires.

Très vite, le collectif s'est vu confronté

aux rapports conflictuels - habituels - annihilant toute capacité à devenir un lieu dynamique.

Dans l'ensemble de la France, des regroupements ont eu lieu et si tous n'ont pas connu un tel échec, notamment le GROG à Nantes ou certains collectifs locaux (mais il faudra voir par la suite), ceux-ci n'ont pas réussi à créer un espace politique autonome vis-à-vis des "75".

## Le mouvement de résistance à la guerre

Deux forces le composaient essentiellement les "75" et le Forum pour une paix juste et globale au Moyen-Orient. Pour le premier, il fut le seul, capable de faire descendre dans la rue en plusieurs occasions des dizaines de milliers de personnes, mais son évolution le conduisit à faire des négociations son axe d'intervention majeur alors que dans un premier temps il était plus offensif: "retrait des troupes occidentales". Dissous dès la fin de la guerre (sans consultation de la plupart de ceux qui le composaient), il a manqué de suite dans les idées, car évidemment les questions ayant entraîné la guerre restent plus que jamais d'actualité. Pour le Forum, il faisait d'une Conférence internationale au Moyen-Orient l'axe

central de son intervention. Faible en termes militants, il continue son action.

Que dire rapidement du mouvement de résistance? Ignoré des médias sauf pour les traiter de munichois ou d'alliés de S. Hussein (rappelons que dans les années antérieures ils étaient les seuls à dénoncer le dictateur Hussein), il a été le reflet de la démobilisation et du sentiment d'impuissance d'être en mesure de peser face aux décisions du pouvoir. La destruction des réseaux militants, l'affaiblissement général des structures associatives (immigration, antimilitarisme, . . .), l'absence de relais et d'outils médiatique indépendant s'est fait sentir cruellement. Sans le Parti communiste, la résistance aurait été beaucoup plus faible.

Face à ce vide, on a vu apparaître beaucoup de collectifs recherchant par la réalisation de journaux de contre-information des outils de résistance. Très bien accueilli, ils ne pouvaient remplacer l'absence de résistance collective s'appuyant sur une activité dynamique de comités et de réseaux. La difficulté à faire émerger de nouvelles idées dans les pratiques militantes s'est vu par la désaffection des manifestations.

Mais ceci pose encore la question de l'investissement individuel, des alternatives possibles et d'une culture

## Refondations

On parle beaucoup à gauche de "Refondations". Réunissant des militants du PC et du PS en rupture de ban, pour des raisons diverses, cette opération politique vise à faire naître une force politique nouvelle. Ce texte est paraît-il né de la base (?) et se veut donner les contours d'un nouveau projet émancipateur. Il se veut à la fois héritier des acquis du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux de ces 20 dernières années (féministes, écologistes, anti-racistes. . .). Très at-

trape-tout, à aucun moment, il ne pose le problème de la rupture avec le pouvoir en place. Car, les "politiques" qui l'ont écrit ne sont pas prêts à redevenir des militants de base. C'est-à-dire à ne plus se contenter des réunions, des banquets, de la reconnaissance, du pouvoir du verbe et du siège d'élu pour se retrousser les manches. . . et c'est pour cela que l'on ne les voit pas beaucoup dans les luttes de terrain. . .

**Vive Cresson. . .**

Le PC a fait une volte-face qui doit donner le torticolis à beaucoup de militants. Après avoir dénoncé Rocard et sa politique de droite, on vient de nous rejouer l'Union de la gauche. Mais les moribonds ne sont jamais très vivants. Une fois encore,

les politocalleries prennent le dessus sur les besoins réels des gens. Pour sauver quelques mairies et sièges de députés, encore une fois, le PC va avaler des couleuvres. Sa démarche à courte vue ne l'empêchera pas de continuer à décliner.

d'opposition au consensus. Dans une période où les certitudes idéologiques et les références sont définitivement mortes (ce qui n'est pas forcément négatif), la multiplicité des discours a pour conséquence l'affaiblissement des ripostes collectives.

**Rupture définitive avec le PS?**

Si cette question ne se pose pas pour nous, il a toujours été un des points de fractures avec les organisations politiques d'extrême gauche - qui malgré un discours d'opposition - considèrent toujours le Parti socialiste comme un parti défendant des valeurs "socialistes". La guerre sonnera-t-elle le glas de ces positions? Ou passeront-ils encore une fois l'éponge? Les dernières déclarations du gouvernement vis-à-vis de l'immigration et de sa gestion policière du problème de la misère devraient les inciter à franchir le pas.

Rompre avec le PS ne devrait donc pas poser de problèmes à ceux pour qui les mots, les idées et les pratiques issus du socialisme ont encore un sens? Même si cela devait amener dans un premier temps à se retrouver isolé et amener à des révisions déchirantes au niveau théorique et stratégique, il est temps de franchir le pas. Il ne s'agit plus de refonder la gauche; il s'agit de dire qu'aujourd'hui, on doit repartir à zéro. Reformuler un projet émancipateur qui n'est porté par aucune force sociale et qui est entièrement à construire. Mais comme vous pourrez le voir dans les encadrés, les tactiques politiciennes restent encore essentielles dans leur démarcation vis-à-vis du PS.

Qui sera capable d'avoir de l'audace et l'ardeur suffisante pour affirmer une pensée alternative et autonome?

La refondation d'un projet émancipateur pour l'homme, pour les peuples et les sociétés ne peut se faire qu'avec un désengagement total des fondations antérieures. Et ce constat peut se faire à partir de la guerre comme il peut se faire sur les questions de la pauvreté, de la misère et de l'exclusion sociale touchant des fractions de plus en plus importante en Occident, dont les révoltes dans les banlieues ne sont que les signes les plus visibles. Certes, une alternative nécessite beaucoup plus que des dis-

cours idéologiques, la formation d'une culture vivante et dynamique, premier jalon pour la formation de contre-pouvoirs reposant sur la responsabilisation et l'engagement de chacun.

En aucun cas, il ne faut laisser le FN représenter cette alternative. Ceci nécessite dès aujourd'hui de couper toute pratique s'appuyant sur des chapelles sectaires et idéologiques; l'expérience du collectif "guerre à la guerre" nous incite à être perplexe en ce qui concerne la capacité de notre milieu à faire ce saut. Mais nous nous y emploierons, et surtout rechercherons ailleurs cette volonté de s'attacher à la création d'espaces et de luttes autonomes et plurielles.

Cette recherche d'alternative par l'échange et l'investissement dans des collectifs de base reste l'outil principal d'une reconquête politique et idéologique.

Certes, nous aurons d'autres désillusions, le nouvel ordre mondial américain, libéral-guerrier est en bonne voie. Les peuples et les exclus du développement économique, où qu'ils soient en seront les victimes. Notre première victoire serait déjà de ne pas oublier que cette guerre du Golfe a bien eu lieu. . . et qu'elle s'est soldée par le massacre d'un peuple, dont le dirigeant-dictateur vient d'être maintenu par les coalisés pour ne pas laisser le peuple kurde accéder à son indépendance. . .

**L'extrême gauche**

A part Lutte Ouvrière qui poursuit son bonhomme de chemin comme en 17, l'extrême gauche pourtant engagé dans le mouvement anti-guerre a repris ses éternels jeux de pression et de travail à l'intérieur des allées des différents pouvoirs (municipaux, départementaux, régionaux ou syndicaux. . .) selon ses préférences. Ne représentant plus grand chose, incapable d'intervenir dans les derniers événements pour essayer de manifester même symboliquement contre le pouvoir, elle attend on ne sait quoi. Pourtant, elle pourrait être un élément important pour essayer de mettre sur pied une résistance contre l'ordre policier qui s'établit devant nous.

**Refractaires à l'armée-Infos**

De début janvier, juste avant la guerre du Golfe, le ministère des affaires sociales a lancé une vague de procédure contre les objecteurs insoumis et les déserteurs. 54 procédures ont eu lieu à cette époque et une autre vague était prévue pour mai-juin. En tout, une centaine de refractaires concernés. Certains sont déjà, ou passent en procès en ce moment.

Luc Pelletier, objecteur déserteur au bout d'un an, passe en procès le 28 juin à Dijon. Comité de soutien c/o CROC 55 rue Chabeau Charny 21000 DIJON.

Stéphane Jeune, insoumis total condamné en février à 15 mois fermes, transformés en avril à 14 mois avec sursis par le tribunal de Metz. Il repassera en procès à Dijon en juillet pour insoumission en temps de paix. Comité de soutien c/o Jacques et Danièle Colombey 27 Grande rue 25320 Cha.

Bruno Bonnefoy, objecteur déserteur, est passé devant la chambre spécialisée des affaires militaires de Toulouse le 21 mai. 6 mois avec sursis.

François Wargnie, objecteur insoumis, est passé devant la même chambre de Toulouse le 18 juin, dans un procès qui a duré deux heures, devant un soutien public d'une centaine de personnes. Le procureur de la République a requis 1 an ferme et le retrait du statut d'objecteur. Verdict le 2 juillet.

Stéphane Thebaut, insoumis total condamné en février à 15 mois fermes, actuellement emprisonné. Vous pouvez lui écrire à : Maison d'Arrêt 209 Faubourg PontNeuf 86000 Poitiers.

Pour plus d'infos, écrire ou téléphoner au COT BP 229 81006 Albi. Répondeur (63) 38 39 55 (permanence téléphonique le mercredi de 17 à 19h).

# COLLECTIF " GUERRE À LA GUERRE " 94

Impulsé début janvier 91 par des individus refusant la logique de guerre, le collectif "Guerre à la guerre" Val de Marne a décidé de poursuivre ses activités en privilégiant deux axes : l'anti-impérialisme et la lutte contre le nouvel mondial ainsi que l'anti-militarisme et notamment la lutte contre la militarisation de la société.

Nous pensons qu'un travail de contre information sur les thèmes cités plus haut est aujourd'hui nécessaire partout où nous pouvons intervenir (quartiers, facs, lycées, entreprises...). Présent sur plusieurs communes de la partie est du Val de Marne vous pouvez nous contacter et nous demander notre premier tract en écrivant à l'adresse suivante : collectif "Guerre à la guerre" c/o Ruptures BP 1 94501 Champigny cedex.

*Comme tous les ans, le F.N. tient son université d'été. Cette année elle aura lieu du 26 au 30 août à Beaune, ville dont la municipalité ne s'est jamais caché de sa sympathie pour l'extrême droite.*

*A cette occasion, nous comptons sur chacun pour engager une riposte ferme et radicale contre le racisme, l'exclusion et les idéologies sécuritaires. Nous envisageons déjà une manifestation à Beaune le 26 août, ainsi que d'autres actions plus radicales. Un soutien important nous est donc indispensable.*

*Pour tout renseignement (hébergement, organisation...); contact : Maloka BP 536 21014 Dijon Cedex*

# RAS LE FRONT!

**L**e jeudi 13 juin à Toulouse a eu lieu une manifestation contre la venue de Le Pen, qui finalement n'était pas là et qui était remplacé par maigret, Golnich, Antony, Martínez, bref du beau monde. Cette manif était appelé par divers groupes et organisations. Le SCALP bien sûr, la LCR, SOS Rascisme, les Verts, et oh surprise! un groupe de femmesinsistant sur le rapport antifascisme/antisexisme, ce qui apparaît bien peu en général dans ces manifs, et pourtant...

Le rendez-vous était donné en fin d'après-midi sur la place du Capitole, la place principale de Toulouse. Entre 400 et 500 personnes se sont donc rassemblées et le défilé a commencé. A noter que le cortège du SCALP était formé de 150 personnes, le plus important de la manifestation.

La manif a parcouru des rues du centre et des boulevard sans aucun incident particulier si ce n'est l'expulsion du cortège d'une "personne d'extrême droite", malheureusement pour lui reconnu, et qui prenait des photos du cortège. La dispersion s'est faite après les interventions de SOS Racisme et du Réseau Toulousain de Soutien aux Débutés du Droit d'Asile appelant à une autre manifestation de soutien le samedi suivant.

A ce moment le cortège du SCALP est reparti en défilé retraversant le centre ville en direction du local du Fronty National. Le défilé pirate n'a eu aucun problème pour y arriver et finalement finir sur le trottoir d'en face du local du F.N. protégé par une cinquantaine de CRS. Après une demi-heure de présence, le sit-in s'est dispersé dans le calme. Les trente dernières personnes à partir furent suivies par trois cars de police dans le quartier puis coursées pour trois poubelles renversées. Aucune arrestation n'a eu lieu. C'est à ce même moment qu'un des manifestant s'est fait agressé au rasoir par quatre skinheads apparemment en chasse d'isolés. La police veille, pas de la manière

pour tout le monde, mais ça on le savait.

**Voici quelques points complémentaires a propos de cette manif et du Scalp de Toulouse après celle-ci.**

**Comment s'est déroulé l'organisation de la manif?**

Cette manif s'est faite en réaction à la venue de Le Pen. Il n'était pas là, mais son état-major était là. La mobilisation avait commencé par la diffusion d'un tract lors de la fête de Jeanne d'arc le 12 mai. Ensuite ont eu lieu deux réunions unitaires pour décider de la date et du lieu d'appel. Par contre le Scalp n'a pas signé le tract unitaire (SOS etc...)

**Qu'est ce qui a motivé de continuer la manif sur le local du FN?**

C'était un choix délibéré de ne pas marcher directement sur le meeting du FN comme cela avait été le cas d'autres années. Le choix du local nous permet d'avoir une cible fixe, présente tous les jours, au quotidien. Et puis par rapport au quartier "Arnaud Bernard" qui est un lieu qui devient sympa et où habitent pas mal d'immigrés. Par rapport à la mobilisation c'était aussi la cible possible.

**Situation du Scalp maintenant?**

Il n'y avait pas eu de manif depuis deux ans. La dernière avait mobilisé 500 personnes, c'est pour cela que au bout de deux ans d'absence et par le peu d'info faite, la mobilisation a été positive. Cette manif sert aussi à réenclemer une dynamique sur Toulouse, en prévision de la rentrée.

Mais il est évident qu'il faut changer la structure du Scalp... Passer de l'antifascisme verbal du milieu des années 80 à quelque chose de plus concret... Par rapport à ce quoi l'on est confronté (montée continue du F.N., agressions racistes, tabassages, skins, etc). Il faut se reposer la problème de ce qu'est l'antifascisme radical.

# VIOLATIONS DES DROITS DÉMOCRATIQUES EN EUROPE PENDANT LA GUERRE DANS LE GOLFE

**Rapport déposé le 14 juin 1991 devant la commission internationale d'enquête sur les "crimes de guerre commis par les Etats-Unis lors de la guerre dans le Golfe" par Anne Maesschalk.**

**Ce rapport analyse l'attitude du gouvernement belge en matière de maintien de l'ordre intérieur pendant la guerre dans le golfe en la restituant dans le cadre des mesures anti-démocratiques adoptées par les gouvernements de la communauté européenne.**

## Mesures anti-démocratiques adoptées par les gouvernements européens.

Les gouvernements de l'Europe des douze (CEE) ont adopté au sein du groupe de Trevi un plan secret de maintien de l'ordre intérieur, divisé en phase d'intensité croissante, mises en œuvre pendant les mois d'automne et d'hiver 1990. Cette manière de décider en dehors de tout contrôle parlementaire est contraire aux constitutions des Etats de droit.

Chaque pays a appliqué ce plan plus ou moins sévèrement. La Grande-Bretagne s'est distingué en internant dans des camps, à la mi-janvier 1991, 90 personnes d'origine irakienne et palestinienne. Elle a ensuite placé en détention six personnes originaires du Koweït et du Bahreïn et en a expulsé 83 autres de son territoire. Un rapport accablant d'Amnesty International, publié en juin 1991, décrit toutes les atteintes aux droits de l'Homme perpétrées par la Grande-Bretagne dans le cadre de ces mesures d'exception où ne furent respectés ni les droits de la défense ni le droit à un procès équitable ni le droit à des recours judiciaires. La France, quand à

elle, a expulsé 18 ressortissants de pays arabes et la Belgique, les membres de l'ambassade d'Irak à l'exception de l'ambassadeur. L'Italie a également procédé à des expulsions et la Grèce a placé sous surveillance et expulsé des Palestiniens et des Libanais.

Le prétexte invoqué était de combattre le terrorisme mais les mesures ont visé des Irakiens et des Palestiniens vivant légalement en Europe depuis de nombreuses années, des membres des ambassades irakiennes, les populations immigrées d'origine arabe turque, kurde ou indistinctement des immigrés de religion musulmane et les opposants à la guerre. Quand aux attentats terroristes, ils l'ont fait comme première victimes justement ces immigrés que l'on soupçonnait de tous les maux.

En agissant ainsi, les gouvernements européens ont non seulement violé leurs propres constitutions (par leur refus de soumettre le plan de maintien de l'ordre à leur Parlement), et bafoué de manière répétée les droits des citoyens étrangers vivant sur leur territoire mais ils ont aussi installé, avec l'aide d'une partie de la presse, un climat de suspicion et de racisme qui a encouragé les forces de l'ordre, les employeurs, les autorités locales et les groupes fascistes à agir – souvent avec

violence – contre les immigrés. Ceux-ci par ailleurs ne pouvait exprimer aucune opinion d'opposition à la guerre sous peine d'être accusés de ne pas vouloir s'intégrer à leur pays d'accueil.

## PLAN D'ENSEMBLE CONCERTÉ AU NIVEAU EUROPÉEN (TREVI)

Le ministre Belge de l'intérieur, Louis Tobback, a reconnu l'existence d'une "approche européenne harmonisée" contre le terrorisme lors d'une réunion publique de la commission de l'intérieur de la chambre des représentants le 29 janvier 1991.

Répondant à une interpellation de madame Vogels (Agaalev, écolo) qui lui demandait: "... Depuis la réunion des responsables de la prévention policière européenne du 18 janvier, a-t-on des précisions sur l'information de la CIA selon laquelle une armée de terroristes de 1 400 hommes aux ordres de Saddam Hussein séjournerait en Europe?"

Quelles sont les lignes de force d'une politique européenne de la sécurité dans le contexte de la crise du Golfe?

Le contrôle particulier de la population immigrée fait-il partie de ces lignes de force? ..."

Le ministre Tobback répondait: "...J'ignore tout de l'existence d'une armée terroriste secrète. On n'en savait pas davantage au sein du groupe Trevi. Les différents ministres de l'intérieur ont néanmoins harmonisé leur approche..."

L'existence d'une concertation au plan européen n'est certes pas nouvelle. Depuis de longues années les polices et les ministres européens chargés de l'ordre intérieur se concertent. Ces pratiques de concertation se passent dans des enceintes généralement

secrètes qui ne souffrent aucun contrôle démocratique. En général, des "groupes ad hoc" sont créés dans le silence le plus total puis surgissent des accords tenus secrets, tels que celui de Schengen, qui grignotent toujours un peu plus les droits démocratiques des citoyens d'Europe. Si la guerre dans le Golfe a montré la désunion politique des pays Européens, elle a montré aussi qu'une autre Europe existe: celle des polices et de la répression construite en dehors des mécanismes institutionnels.

#### PLAN SECRET COMPRENANT DES PHASES D'INTENSITÉ CROISSANTE

En France et en Belgique, les gouvernements ont parlé de "phases" et de plan sans en révéler le contenu.

En Belgique, le ministre de l'Intérieur, Louis Tobback a annoncé que le pays se trouvait dans la phase anti-terrorer 3. Ni lui ni ses collègues du gouvernement n'ont donné d'information sur cette phase ni sur les autres phases par lesquelles la Belgique était passée. Ce qui est certain, c'est que, pendant cette phase 3, des militaires furent détachés à la gendarmerie comme en atteste l'arrêté Royal du 28 janvier 1991 qui autorise le recrutement de 107 personnes sous régime du contrat de travail pour "faire face à une série de tâches exceptionnelles" suite au détachement de militaires à la Gendarmerie.

La presse fit d'ailleurs écho à l'intervention de l'armée pour le maintien de l'ordre intérieur. On pouvait ainsi lire dans *Het Laaste Nieuws* du 11 février 1991 que "soixante recrues (étaient) affectées à des tâches de surveillance de l'agglomération bruxelloise".

En France, il a été question plus précisément d'un plan "Vigipirate" dans lequel étaient impliqués 120 000 fonctionnaires de 80 000 gendarmes mobilisés de manière progressive autour de "points sensibles". Le plan français comportait lui quatre phases "alarme, pirate, vigipirate simple, vigipirate renforcée". Le 17 janvier, la France se trouvait dans la phase 2. D'après le Secrétaire Général à la défense Nationale, ce plan, conçu en 1978, conduisait à une militarisation du maintien de l'ordre. Comme le révèle le bulletin Droits d'expressions, "...les notions de "points sensibles" et de menaces sont déterminés par l'hypothèse "d'attaques commandos" contre des objectifs potentiels. Dans cette logique, la phase "trois" du plan prévoit la présence de militaires affectés à des gardes statiques dans des enceintes civiles!".

#### PLAN D'ALARME NATIONAL PRÉPARÉ PAR L'OTAN

Il existe dans chaque pays membre

de l'OTAN, un plan d'alarme national comprenant une série de mesures militaires et civiles qui doivent être mises en œuvre en cas de crise internationale ou de guerre, rapportait l'hebdomadaire *Solidaire* du 16 janvier 1991.

Au cours de mois qui ont précédé le déclenchement de l'offensive aérienne; plusieurs mesures semblables ont été prises dans différents pays européens sur les conseils de la CIA:

- des listes de suspects à neutraliser ont été dressées aux Etats-Unis et en Europe (*Le Monde* du 10 janvier 1991). En France, la DST et les RG ont dressé la liste de 450 Irakiens à surveiller étroitement (*Figaro-Magazine* du 19 janvier 1991). En Belgique, la Sûreté de l'Etat a approché des Kurdes et des Palestiniens pour leur demander de collaborer avec eux. Le ministre de l'Intérieur a reconnu que des "gendarmes spécialisés opéraient parmi la communauté immigrée". Au CNRS, en France, le directeur des laboratoires des sciences de la vie a demandé, le 30 août 1990, de recenser des chercheurs irakiens du centre de recherche et les chercheurs d'autre pays du Golfe. Cette tentative de fichage a provoqué la réaction de la Ligue française des droits de l'Homme.

- des Irakiens accusés d'être des agents secrets ont été expulsés de Grande-Bretagne (*le Figaro Magazine* du 19 janvier 1991), de France et d'Italie.

- des membres de la communauté immigrée ont été approchés pour servir d'indicateurs. En Belgique, ce fut le cas pour des Marocains, des Kurdes et des Palestiniens.

- les contrôles policiers ont été renforcés dans les quartiers immigrés.

- les opposants à la guerre ont fait l'objet d'une surveillance renforcée. (Les porteurs de valises en France).

#### PRETEXTE OFFICIEL: LUTTER CONTRE LE TERRORISME

Le prétexte du terrorisme a été sagement amplifié par les services secrets et la presse qui ont mis les populations sous pression afin de leur faire accepter les mesures anti-démocratiques qui se préparaient.

En France, on pouvait lire dans le journal *Le Monde* du 10 janvier: "Si la guerre dans le Golfe éclate, bon nombre d'Etats (...) devraient sans doute faire face sur leur territoire à une autre guerre extrêmement dévastatrice, celle que mènerait toute une armée de terroriste dont on ne doute pas qu'une partie est déjà à pied d'œuvre". Et dans le *Figaro magazine* du 19 janvier 1991 sous la plume de Roger Faligot et Remi Kauffer, des experts du renseignement, "Terrorisme: ce qu'il faut craindre Carlos, Abou Nidal, Ahmed Djibril, Abou Abas: tous les groupes terroristes arabes ont

offert leurs services à Saddam Hussein. Au total, 1 500 poseurs de bombes potentiels dont certains sont déjà à pied d'œuvre comme agents dormants. Face à la menace, Pierre Joxe multiplie les précautions. Il envisage même l'internement administratif de plusieurs centaines d'Irakiens vivant en France".

Gâce à Faligot et Kauffer, on apprend aussi que la CIA mène une action intensive "d'information" de ses collègues européens. Exemple: la semaine précédant le déclenchement de la guerre "la CIA a mis en alerte les services de sécurité français et espagnols en leur annonçant qu'un commando palestinien comptait s'attaquer à deux navires français à l'escale de Barcelone.

En Belgique, des incendies provoqués par des pyromanes dans certaines gares de l'est du pays sont exploités pour impressionner l'opinion publique: "Certains rapportent que des pacifistes, voire des extrémistes arabes, tenteraient de détruire les installations de la SNCB afin d'entraver les transports américains en route vers le Golfe via Anvers et transitant par les gares de Raeren, Eupen et Herbesthal" (*La dernière Heure* du 4 janvier 1991). Le lendemain le journal démentait ses insinuations après l'arrestation des pyromanes.

#### LES IMMIGRÉS SOUS SURVEILLANCE RENFORCÉE ONT ÉTÉ PRIVÉS DE CERTAINS DROITS DÉMOCRATIQUES.

L'annonce de mesures de surveillance accrues dans les quartiers immigrés et les métros a créé un climat de suspicion et de racisme qui a pesé très fort sur les populations immigrées en Europe. Les droits démocratiques les plus élémentaires comme le respect de la vie privée, la liberté d'expression et de manifestation ont été bafoués dans un grand nombre de pays européens. Des internements administratifs ont été pratiqués notamment en Espagne et en Grande-Bretagne.

En France et en Belgique les ouvriers maghrébins ont été écartés de certaines entreprises américaines ou de "zones sensibles". Exemple: en France le syndicat CGT a dénoncé le cas d'ouvriers maghrébins refusés à l'entrée de la centrale nucléaire de Bugey dans l'Ain (Droits d'expression n°1). La chasse aux terroristes a été bien souvent le prétexte à la chasse aux clandestins en Belgique en France et en Espagne où des arrestations de "clandestins" ont provoqué d'importantes manifestations.

#### LES OPPOSANTS À LA GUERRE ONT ÉTÉ EMPÊCHÉS DE MANIFESTER LEURS OPINIONS.

En Belgique par exemple, la Coopération contre la guerre dans le Golfe a

essuyé deux interdictions de manifester basées sur des motivations d'ordre politique, ce qui est contraire à la constitution belge

## Cas particulier: La Belgique.

### ATTAQUES CONTRE LES RADIOS LIBRES ARABES.

Violation des articles 14 (liberté de manifester ses opinions) et 18 (liberté de la presse) de la constitution belge, de l'article 10 de la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et de l'article 10 du pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Dès le mois de septembre, une campagne d'intimidation d'envergure a visé les radios libres arabes. L'attaque est venue du ministre Président de l'exécutif de la région Bruxelles-Capitale, Monsieur Charles Picqué qui, dans une lettre adressé à son collègue, le ministre président de l'exécutif de la communauté française, relevait à propos des radios arabes: "Insidieusement, des appels à une nécessaire mobilisation des masses arabo-musulmanes contre l'impérialisme américain et occidental risquent de précipiter dans les rues bruxelloises des populations maghrébines abusées par des manipulations extrémistes et irresponsables". Il demandait en conséquence à son collègue d'agir "afin que le dévoiement du droit à l'expression culturelle auquel nous assistons, ne se transforme pas en entrave à nos efforts d'ouverture et d'intégration". Cette initiative reçut l'appui du Vlaams Blok, parti flamand d'extrême-droite, ce qui embarrassait quelque peu le "socialiste" Charles Picqué.

Résultats: le ministre Féaux prit "très au sérieux les "dérapages" éventuels des radios arabes installées à Bruxelles et mit en place un système d'écoute pour vérifier "si l'une ou l'autre de ces radios ne diffuse pas de la propagande antioccidentale et/ou pro-irakienne, voire de l'incitation à la haine raciale".

Parallèlement à ces attaques contre les radios arabes, la police belge saisissait des vidéos et des cassettes de chansons arabes qui défendait la lutte du peuple arabe.

### FOUILLES, DÉPLACEMENT ET LICENCIEMENTS RACISTES DE TRAVAILLEURS SUR BASE DE LEUR ORIGINE NATIONALE.

Violation de la loi du 30 juillet 1981 réprimant le racisme et la xénophobie et de l'article 14 de la convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales et de la convention internationale sur l'élimination de toutes formes de

discrimination raciales du 7 mars 1966.

- Dans le "tram": dès le début de la guerre: contrôle des immigrés par une entreprise de sécurité.

- A l'aéroport, des Marocains sont écartés de certains postes.

- Dans le secteur du nettoyage. Au G. B. (grande surface) de Wemmel, des nettoyeurs marocains ont été licenciés. A la firme Cemstobel, certains ont été mis en chômage technique. Certaines sociétés américaines ont exigé que leurs locaux ne soient plus nettoyés par des immigrés arabes. "Nos clients américains nous ont littéralement demandé d'envoyer uniquement des Belges, explique Théo Dilisen, PDG d'ISS, société de nettoyage multinationale. Certains clients exigent des employés européens. Les clients sont terrifiés. Euroclan précise que l'OTAN lui a récemment demandé de ne plus envoyer d'Arabes. Ils exigent toujours une liste de sécurité, mais depuis le début de la guerre, ils ne veulent plus d'Arabes. Ils se sentent menacés. La CEE qui a adopté une attitude semblable, a fait machine arrière, mais recommande aux sociétés de nettoyage de ne pas utiliser du personnel nouveau" (*Le Soir* du 31 janvier 1991).

Devant l'ampleur du problème, le conseil syndical des travailleurs du nettoyage affiliés à la FGTB a dénoncé "les traitements particuliers dont sont victimes dans leur travail certains travailleurs immigrés". La Centrale fait état de fouilles, voire même de refus d'accès dans quelques entreprises où leur prestations doivent être effectués" (*Echo* du 25 janvier 1991).

- A l'usine américaine de Caterpillar, les ouvriers marocains ont été fouillés de manière discriminatoire à l'entrée de l'usine et deux employés marocains travaillant habituellement à un poste d'ordinateur, ont été déplacés. Une circulaire diffusée via les écrans d'ordinateurs à tous les chefs de ligne préconisait le comportement à adopter par le personnel: "signaler les agissements suspects d'individus circulants dans l'usine, ne pas dire partout qu'on travaille chez Caterpillar, éviter les établissements qui comportent un danger potentiel. Ces établissements sont définis comme étant "reconnaissable" par la nationalité de celui qui détient l'établissement, ainsi que par la nationalité de ceux qui le fréquente".

### CONTROLES POLICIERS ET TRACASSE-RIES ADMINISTRATIVE RENFORCÉS À L'ENCONTRE DES IMMIGRÉS ARABES, TURCS, KURDES ET PALESTINIENS.

En ordonnant le renforcement des contrôles policiers dans les quartiers immigrés, les gares, les aéroports et le métro bruxellois, les autorités ont en-

couragé les actes racistes et vexatoires à l'encontre des immigrés. Quelques exemples:

La brigade canine du métro bruxellois est renforcée, la presse donne le nom des chiens. Les équipes de sécurité de la STIB, en collaboration avec la police, sillonnent les stations plus fréquemment qu'à l'habitude et prennent place à l'intérieur des véhicules (*La libre Belgique* 23 janvier 1991).

21h, mi janvier: la place de Brouckère en plein centre de Bruxelles est bouclée, tous les passants arabes sont contrôlés (*Solidaire* 23 janvier 1991).

Dans le quartier de la gare du Nord à Bruxelles, la police de Schaerbeek sillonne les rues en plein jour girophares allumés et dresse procès-verbal à tout automobiliste qui ne s'arrête pas. L'administration communale de Schaerbeek ralentit encore les procédures de regroupement familial.

Des immigrés mariés avec des Belges sont convoqués par la police après plusieurs années de vie en commun et questionnés sur la "réalité" de leur mariage.

A La Louvière, des jeunes immigrés victimes de contrôles répétés et de brutalités policières créent une association (Jeunes issus de l'immigration) pour faire respecter leurs droits.

A Molenbeek; quartier de Bruxelles, des jeunes immigrés excédés par les contrôles policiers, confectionnent un badge "déjà contrôlé" et s'organisent pour faire respecter leurs droits.

A Schaerbeek, des petits commerçants arabes ont leurs devantures badigeonnées de slogans racistes.

Au procès des Marocains arrêtés dans le cadre d'une filière de faux papiers, le procureur requiert le maintien en détention préventive en invoquant la situation créée par la guerre dans le Golfe. A l'occasion de cette affaire des faux papiers qui éclate quelques jours seulement après le déclenchement de la guerre, la presse annonce le démantèlement du réseau et l'expulsion éventuelle de 5 à 6000 clandestins. *Le Monde* qui relatait l'affaire le 25 janvier 1991 rapportait "qu'au ministère de la Justice, on indiquait mercredi 23 janvier que les personnes concernées ne sont pas suspectées a priori d'activité ou de sympathies terroristes, mais qu'il est "possible que la découverte de ce réseau soit lié aux mesures visant à renforcer le contrôle de la population immigrée" en raison des appels irakiens à la guerre sainte" (*Le Monde* 25 janvier 1991).

Ces traitements discriminatoires ont été jusqu'à provoquer l'indignation du commissariat général à la politique des immigrés qui a lancé un appel au calme soulignant que "les communautés arabes établies depuis de longues années en Belgique font preuve d'une grande modération et n'ont jamais été

impliqués dans des actes de terrorisme" (*Le Soir* du 31 mai 1991).

Même genre d'appel du Conseil consultatif pour les populations d'origine étrangère de la Communauté française qui demandait "aux responsables politiques et aux médias d'être particulièrement attentifs et adéquats dans leurs "messages" afin que les différentes administrations et l'opinion publique ne soient pas entraînées dans une dérive de type xénophobe" (Supplément à *l'Agence Interculturelle* n°91).

#### INTERDICTION DE MANIFESTER POUR LES OPPOSANTS À LA GUERRE.

Violations des articles 6 bis (droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques) et 14 (liberté de manifester ses opinions) de la Constitution belge.

La coordination contre la guerre s'est vue opposer deux interdictions de manifester pour des raisons politiques. Prenant comme prétexte la manifestation du 10 février 1991 qui s'était déroulée dans le calme dans deux quartiers immigrés de Bruxelles et qui avait rassemblé un grand nombre d'immigrés marocains et turcs, le bourgmestre faisant fonction de la ville de Bruxelles a refusé de donner une nouvelle autorisation de manifester parce que des slogans "pro-irakiens, anti-américains et anti-israéliens" aurait été criés par les manifestants. Cette interdiction basée sur des motifs purement politiques est bien entendu contraire à la Constitution belge et un recours a été introduit devant l'Exécutif bruxellois.

L'autre interdiction pour les mêmes motifs politiques a visé un rassemblement devant l'ambassade des Etats-Unis le jour du déclenchement de l'offensive terrestre. Le rassemblement finalement a été toléré à condition qu'aucun slogan anti-américain ne soit crié.

Lors de la manifestation du 20 janvier à Bruxelles, la police a suivi et filmé les manifestants et à la fin de la manifestation, un animateur d'un groupe de jeunes combattif a été interpellé et inculpé de "propagande pro-irakienne" (*Solidaire* du 6 février 1991).

#### CONCLUSIONS

La Belgique siège de l'OTAN et des communautés européennes s'est conduite en bon élève du maintien de l'ordre. Alors qu'elle ne se trouvait pas en état de guerre déclaré, ce qui nécessite un Arrêté Royal qui n'a jamais été pris, elle a mis en œuvre des mesures anti-démocratiques sans en dévoiler le contenu au parlement et sans lui demander son avis. Par sa politique de suspicion discriminatoire envers les immigrés, elle a installé un climat raciste et ordonné le renforce-

ment des contrôles dans les quartiers. Cette attitude n'a certainement pas été sans conséquence sur les révoltes des jeunes issus de l'immigration qui ont affronté les forces de "l'ordre" pendant plusieurs soirées dans les quartiers immigrés de Bruxelles. En choisissant le camp de l'impérialisme américain et de l'intervention armée contre les pays du tiers-monde, le gouvernement Belge a renforcé dans le même temps sa politique de répression intérieure contre les immigrés du tiers-monde. Ce choix, beaucoup d'immigrés l'ont compris et, le discours officiel sur "l'intégration" ne passera plus s'il n'est pas accompagné de la reconnaissance de l'égalité totale des droits entre belges et immigrés.

Bruxelles, le 13 juin 1991.

1. Le groupe de Trevi a été créé en 1975 par les gouvernements des 12 pays de la CEE pour combattre le terrorisme puis a

entendu ses compétences à la drogue et à la criminalité. Son travail est tenu secret. Il existe aussi un groupe de Trevi 1992, créé en 1988, dont le but est de créer une structure de police et de sécurité standardisée pour les 12 et un FBI européen avec des fichiers sur les demandeurs d'asile. Ses travaux sont tenus secrets.

2. Compte rendu analytique, Chambre des représentants, Réunions publiques des Commissions du 29 janvier 1991, SO 1990/1991, p. 709.

3. MB 5 février 1991 p. 2238.

4. *Droits d'Expressions*, bulletin d'information sur la guerre du Golfe et les atteintes aux droits en France, n°0, sans date.

5. Comparer avec le chiffre de 1 400 avancé par la CIA et cité par madame Vogels le 29 janvier dans son interpellation du ministre Tobback.

6. *La Dernière Heure* du 12 septembre 1990.

7. *Solidaire* 23 janvier 1991.

## L'Internationale de la répression

Les ministres changent mais les buts restent les mêmes, surtout dans le cadre de l'Europe de 93. Le problème du contrôle des frontières "est pour moi un priorité, un souci majeur" a déclaré Marchand en ouvrant au mois d'avril, au centre National d'étude et de formation de la police de Gif sur Yvette (Essonnes) le premier séminaire réunissant les responsables policiers chargés du contrôle des frontières des membres de la communauté européenne. Organisé pendant quatre jours, ce séminaire est chargé de faire connaître à ces responsables le rôle de la police de l'air et des frontières. Les procédures utilisées et la cadre juridique de son action dans un but rappelle-t-on au ministère de formation progressive des cadres des onze autres pays au

méthodes de leurs partenaires.

Le ministère de l'intérieur a souligné que l'allègement des contrôles aux frontières devait s'accompagner "impérativement" d'une réorganisation et d'une coordination des forces de Police dans les zones transfrontalières" les méthodes de travail "harmonisées, inspirées par le désir de protéger nos concitoyens contre les attaques dont ils peuvent faire l'objet" permettant selon Marchand que "l'espace de liberté réalisé ne puisse être utilisé à des fins contraires à la sécurité intérieure de chacun des pays membres".

En résumé c'est l'obligation pour les autres pays de la communauté Européenne de s'aligner sur les positions du groupe de Schengen.

# DES PETITS FLICS AVEC DES GRANDES OREILLES...

Les RG, véritable hantise pour les militants politiques qui voient leur ombre dès l'apparition d'une tête inconnue sont d'abord un service de sondage et de renseignements sur l'état de la société. Ils enquêtent sur tout. Ils sont donc un outil indispensable pour les pouvoirs politiques quels que soient leurs opinions. Car la mise en fiche de centaines de milliers de citoyens se révèle un moyen de contrôle très efficace et peut servir des années plus tard.

**L**ors de l'affaire du meurtre de Loïc Lefebvre par le policier Burgos, Pasqua et Maître Garraud (avocat de Burgos) mettent en cause la véracité des propos de deux témoins de l'assassinat. Ceux-ci avaient été fichés dans les années 70 pour bombage contre la guerre du Vietnam et participation à une manifestation. Leurs témoignages par là-même devenaient suspects. Quant à la prostituée ayant assisté au fait, la police l'a dissuadé de porter plainte... Les faits reprochés aux témoins étaient depuis belle lurette amnistiés et ne devaient donc pas figurer dans leur dossier 15 ans plus tard... Il va sans dire que ce n'est pas un oubli, mais quel pouvoir politique oserait détruire des renseignements qui peuvent lui servir à tout moment. Une autre affaire illustre très bien ce problème, c'est la non destruction du fichier datant de la guerre de 39-45 sur les juifs...

Cette manie du fichage a pour fondement la lutte contre le terrorisme et la protection des biens et des libertés du citoyen ainsi que de la République, de la Démocratie. Et comme le disait Joxe : ce n'est pas parce qu'il y a quelques dérapages et erreurs individuelles que l'on doit condamner tout le service... Car les renseignements accumulés ne doivent servir qu'en des occasions précises. Pourtant, la question des interdictions professionnelles suite à des demandes de renseignements auprès des services de polices existant, le citoyen n'ayant aucun moyen juridique de se défendre. En Allemagne, dans les années 70 on comptait par milliers le nombre de personnes qui pour cause d'opinion politique ne pouvaient obtenir un emploi.

Alors les RG, simple outil de renseignements? outil politique? véritable centre de fichage de la population?

De la manipulation à l'infiltration,

du meurtre au marchandage, les Renseignements Généraux utilisent tour à tour ces moyens pour lutter contre les mouvements "subversifs" ou terroristes et sauvegarder les intérêts de l'Etat français.

Deux livres sont sortis dans la même période. Celui de JM Dufourg intitulé *Section manipulation* et celui de Jacques Harstrich, ancien directeur départemental des RG en 1979.

Après avoir participé à tous les coups tordus depuis une dizaine d'années au sein des RG et être entré au Groupe Enquêtes et Recherches en 1987, Dufourg a fini par se retrouver accusé de "l'enlèvement et de la mort du Pasteur Doucé" dont on connaîtra les véritables commanditaires et les raisons dans quelques années. Pour se "venger" d'être lâché par ses pairs, il révèle quelques dessous de la manière d'opérer des RG. Le second, auteur de *RG : 20 ans de police politique*, s'applique à démontrer que le travail des RG est nécessaire à la démocratie et aux libertés des citoyens. Il dénonce Dufourg et fait passer comme un être qui a "déroqué à la règle d'or qui fait obligation de rapporter fidèlement les éléments de son enquête au fur et à mesure des investigations" (ce qui permet en fait au supérieur d'arrêter toute enquête qui n'irait pas dans le bon sens), et l'accuse d'être mal formé, de ne pas respecter la hiérarchie, etc. En fait Dufourg serait une brebis galeuse, égaré dans un troupeau de loyaux et bons fonctionnaires. Expédier comme cela Dufourg aux oubliettes est un peu rapide lorsque l'on regarde quelques une des affaires qu'il a traités celui-ci : Action Directe - le GAL - rapport avec Txomin, responsable de l'ETA - ASALA. En fait les méthodes de Dufourg sont les méthodes usuelles du secteur qui s'occupe des affaires de "terrorisme". Car comme le dit Pasqua "la démocratie s'arrête là où commence la rai-

son d'Etat". Maxime que l'on peut vérifiée par exemple dans l'affaire des Irlandais de Vincennes :

A la fin du mois de juin s'est ouvert à Paris l'affaire des Irlandais de Vincennes sans le principal personnage, c'est-à-dire le Commandant Barril, aujourd'hui reconverti dans aides à des gouvernements de pays du pétrole comme l'émirat du Qatar concernant la question de la sécurité.

C'est par un infiltré - un indic - que l'on a réussi à connaître le fin mot de cette affaire. Jegat, c'est son nom en avait marre du comportement de Barril. C'est parce qu'il fallait montrer aux yeux de l'opinion que la France avait engagé une lutte sans merci contre les terroristes que trois Irlandais se sont retrouvés au devant la scène, accusés d'être de véritables terroristes, dangereux et disposant d'un arsenal militaire effroyable. Celui-ci avait été entreposé chez eux par l'intermédiaire des super-gendarmes du Commandant Prouteau, responsable de la cellule de lutte antiterroriste à l'Elysée.

Sous la demande de responsables politiques ou pour se faire bien voir de ses supérieurs, de nombreuses affaires de la sorte sont montées :

- 1983 : à Marseille, l'élection de Deffere alors ministre de l'intérieur est plus que difficile. Survient un attentat devant une synagogue. Tout de suite on parle d'attentat raciste, des affiches du candidat de l'opposition ayant été retrouvées dans la voiture. Plus tard, on sera la vérité : il s'agissait d'un règlement de compte, la bombe a explosé dans la voiture tuant les deux occupants et était destiné à un bar voisin de la synagogue. Les affiches avaient été déposés par un commissaire de la direction générale des renseignements généraux pour se faire bien voir de son ministre...

- Appelez-vous l'attentat en 1981 à Ajaccio. Pendant la campagne électo-

rale des présidentielles. Giscard doit se rendre en Corse. Un attentat est perpétré dans l'aéroport d'Ajaccio. Lors de l'affaire de l'enquête de la tuerie d'Auriol, on mentionnera plusieurs fois le fait que des membres du SAC aient pu être à l'origine de certains... Aucune enquête ne sera faite...

— Rappelez-vous l'attentat contre Peyrefitte revendiqué par Action Directe dans la ville de Provins qui tua son chauffeur... mais AD arrêtée, aucune mention sur ce crime qu'ils auraient commis...

— L'arrestation au mois de mars 1968 d'une vingtaine de personnes soupçonnés d'être les héritiers d'Action Directe et de commettre des attentats au nom de Black War.

— L'attentat manqué en 1965 contre une ANPE fomenté par un indigène habitant dans le Squatt Usine à Montreuil pour redorer le blason d'un commissaire, envoyé plus tard au pays Basque dans la lutte contre les indépendantistes.

Au Pays Basque d'ailleurs, la police française a été d'une aide précieuse pour le GAL. Dufourg affirme qu'un certain Guerrero-Lucas est venu pendant un an chercher des documents concernant des réfugiés basques au Ministère de l'Intérieur, qui servait ensuite aux tueurs du GAL.

A Pau, lors du passage au Tribunal d'un individu inculpé pour...

n'a pas été entendu... Peut-on s'en étonner ? Aujourd'hui encore, la chasse aux Basques, le fait de vouloir en finir avec ce peuple qui lutte est bien plus important que le respect des règles démocratiques au sein de la justice et de la police. L'Etat français défend encore une fois ses intérêts et ne veut pas se retrouver sur la selette. Il n'a pas osé attaquer Dufourg sur ses affirmations...

Dufourg qui explique très bien dans son livre le fonctionnement de ces RG et de branches particulières, dotées de pouvoirs et de droits spéciaux, chargées des dossiers les plus épineux. Comme il le dit "La sécurité des français vaut bien quelques baffes"... voir quelques balles.

Quant à Harstrich, son livre parle de dossiers plus vieux : la lutte contre l'OAS, en mai 1968, contre la Gauche Proletarienne, etc. C'est ainsi qu'au détour d'une phrase, on apprend qu'en 1964, près de 200 membres de l'OAS purent rentrer en France sous le secret. L'auteur explique en quoi un marché avait été conclu : vous rentrez en France et arrêtez la lutte armée et vos crimes seront blanchis... tout cela pour casser le moral des "troupes de l'OAS" en "déconfiture".

Pour conclure : ces deux auteurs disent la même chose en ce qui concerne les méthodes employées : celles-ci sont nécessaires pour obtenir des rensei-

gnements et des résultats. Certes, il faut rester dans le cadre des lois et des devoirs, ce que Dufourg n'aurait pas fait, mais en aucune manière il n'y a de remise en cause. La fin justifie les moyens... La violence de l'Etat étant un droit légitime et régalién qu'elle use à sa guise, les RG ne font qu'appliquer les directives des pouvoirs politiques en place.

En 1981, la gauche avait annoncé de grands changements dans la police et notamment dans la section RG. Très vite, elle s'est aperçue des bénéfices qu'elle pouvait en retirer et s'est mise à la page. A l'extérieur du territoire, avec le SDECE, ancêtre de la DGSE, elle a aussi réussi l'exploit du Rainbow Warrior...

Les coups tordus sont-ils alors des "bavures" exceptionnelles? C'est ce que disent ceux qui veulent une réforme du service.

En ce qui concerne le fichage des citoyens, on peut dire que c'est une méthode qui s'est mis en place au XIXe siècle et que depuis elle n'a fait que se perfectionner. A l'époque de l'informatisation, du système SIS, le fichier des RG permettra aux polices d'Europe d'avoir des renseignements sur tout individu suspect de... Mise en place par Fouché, la police politique a de beaux jours devant elle...

# LA POLICE ET LA JUSTICE DANS LEURS ŒUVRES...

**On parle de démocratie, d'Etat de droit. Pourtant deux affaires viennent nous rappeler s'il en était besoin que la différence de traitement, voire l'absence de toute possibilité de faire valoir ses droits est devenue pratique courante dans notre pays.**

## " Justice pour Malika "

Il y a plus de deux ans, le 8 octobre 1988, la jeune Malika Moulay est morte, assassinée, à la Cité de la Renardière, par le policier André Laffage, hors service et en dehors de sa circonscription au moment des faits.

Depuis le début de l'enquête, les circonstances de ce meurtre (préméditation, insultes, provocation et agression à caractère raciste, utilisation à plusieurs reprises par Laffage de son arme de service, etc.) sont connues

des autorités judiciaires, grâce aux très nombreux témoignages recueillis.

Malgré cela, ce policier meurtrier n'a été inculpé que d'homicide involontaire pour le meurtre de Malika et a bénéficié d'un non-lieu concernant la plainte déposée pour tentative d'homicide volontaire. Quant à ses complices, bien qu'identifiés, ils n'ont pour l'instant pas du tout été inquiétés.

Alors que depuis 6 mois, aucun élément nouveau n'est intervenu, ce n'est seulement qu'aujourd'hui que

le Procureur de Bobigny vient de rendre ses conclusions aboutissant au renvoi de Laffage devant le Tribunal Correctionnel qui devrait statuer dans quelques semaines.

Malgré le combat que nous avons mené ensemble pour que Justice soit rendue à Malika par l'assignation du meurtrier devant la Cour d'Assise, l'autorité judiciaire n'a pas répondu à nos légitimes revendications. Bien au contraire, nous avons assisté à une série d'injustices flagrantes (témoins gardés à vue, enquête policière et instruction judiciaire bâclées, etc.) et au parti pris constant en faveur de ce policier meurtrier (remise en liberté, légère inculpation, etc) que nous ne pouvons malheureusement, une fois

de plus, que dénoncer condamner publiquement.

Comité Justice pour Malika  
BP 102 93130 Noisy le Sec

### Abus de pouvoir

Le 6 septembre 1990, vers 22h30, Messieurs Koumaré et Soumah, se font interpellé pour un contrôle d'identité, à Montreuil. Lors de contrôle, ils sont molestés et frappés. Emmenés au commissariat, ils auraient été, lors du transport et dans les locaux du commissariat, soumis à des violences de la part des policiers.

Mrs Koumaté et Soumah sont ressortis le lendemain, l'un à 10 h, l'autre à 16 h, sans avoir pu téléphoner ni à leur famille ni à un avocat. Mr Soumah est inculpé pour rébellion; un policier, alléguant de griffure au cou, a fini par obtenir un arrêt de travail de 23 jours par le deuxième médecin consulté.

Est-il normal de rester aussi longtemps dans un commissariat, dans ces conditions, sans avoir commis de délit?

Est-il normal qu'un ou plusieurs fonctionnaires de police agissent aussi violemment lors d'un simple contrôle d'identité.

Ils ont porté plainte contre le policier le plus violent.

Le procès aura lieu le 9 juillet.

Soutenus par beaucoup d'associations locales, un rassemblement s'est tenu le 2 juillet 1991.

---

### 22' voilà la P.M.

La manifestation du mois de juin des syndicats de la police municipale a réuni près de 2000 policiers sur un total de la profession de 15000.

Elle était en majorité composée d'agents venus du Sud de la France. Là où une grande majorité des membres appartient aux syndicats les plus musclés, pour ne pas dire d'extrême droite.

Leur volonté d'avoir les mêmes droits que la police nationale, de pouvoir bénéficier du port d'arme était la raison essentielle de leur manifestation.

Le développement depuis une dizaine d'années des polices municipales sert aussi aux maires pour s'assurer une équipe vouée à son service, qui peut servir en de multiples occasions...

Elle n'est qu'un plus dans la société sécuritaire et autoritaire qui se met en place.

### Après les quotas laitiers, les quotas humains !

N'ayant jamais résolu le problème de la production laitière, les quotas sont devenus une référence politique. Alors on les emploie pour fixer le nombre d'immigrés pouvant venir s'installer en France. Lors de la discussion sur les accords de Schengen, la plupart des pays signataires ont émis l'idée de quotas. Pasqua et Chevènement viennent de déclarer que c'était une bonne idée de régulation. Pratiquement, cela signifie que pour chaque pays sera fixé un nombre, à charge pour le pays du tiers monde à observer à ses frontières le respect de celui-ci. Quant au pays "d'accueil", il pourra renvoyer dès que celui-ci sera dépassé. L'accord sera établi entre les pays, il sera donc "légalisé" et légitimé.

Pour certains, cela n'est pas suffisant. Pandraud est prêt à refaire des charters. Quant à Le Pen porté par les discours racistes et discriminatoires de la classe politique, il va bientôt voir son programme et ses mesures dépassées par celles en vigueur ou en voie de l'être...

### Harlem Désir, gauchiste ?

S'étant fait exclure de plusieurs banlieues, SOS Racisme par l'intermédiaire d'une nouvelle association créée à cet effet, OBU, va essayer de se réimplanter dans les cités.

Le discours assez virulent lors des derniers événements d'Harlem Désir ne pousse pas la logique qu'il dénonce jusqu'au bout : c'est-à-dire dénoncer la gestion socialiste depuis dix ans et impulser des luttes de terrain.

SOS Racisme, créé en 1985 pour casser le phénomène d'auto-organisation des jeunes issus de l'immigration et déplacer les revendications de citoyenneté nées des marches de 83, 84 et 85 vers un discours sur l'intégration se trouve aujourd'hui à court d'arguments et de militants. Bénéficiant toujours d'appuis politiques et financiers, se targuant d'être responsables et réalistes vis-à-vis de l'opinion publique et des institutions, SOS continue sa prétention à contrôler sans en avoir les moyens les luttes des jeunes exclus immigrés ou "français".

# LA FETE OUI, MAIS LA LUTTE AUSSI!

Le week-end dernier, des débats divers (comités des mal logés, racisme, armée), doublés de petits concerts, coorganisés par Reflexes et le Scalp-Paris ont eu lieu. Puis le double week-end hardcore (12 groupes) en soutien à Reflex a mis en place l'idée d'organiser des week-end concerts-débat. Cette année a donc été ponctuée régulièrement par ces week-end organisés par reflex et le scalp, en collaboration avec des associations, groupes ou collectifs variés.

Le but de ces week-end n'est pas unique. Il permet, tout d'abord de ramener de l'argent, puisque tout ces concerts sont des concerts de soutien et fonctionnent comme tels : les groupes jouent gratuitement!

Tous ces concerts ont permis de soutenir financièrement le Scalp et Reflex; de constituer un fond de soutien contre la repression (donc de payer des amendes pour les gens passés en procès après les actions anti-guerre), de soutenir le comité national contre la double peine...

D'un autre côté, les débats et les thèmes permettent de dépasser le côté culturel: Antisexisme, repression, antimilitarisme, alternative, double peine...

Chacun de ces week-end permet tant

d'écouter de la musique, de rencontrer des gens, de participer à des débats politiques, ou de diffuser des revues, journaux, fanzines et toutes formes de matériel politique ou alternatif.

Bien que concerts de soutien, les prix de ces concerts restent volontairement bas (30f pour trois groupes) et ce par choix: combien reste-t-il de concerts réellement alternatifs sur Paris? Alternatifs dans tous les sens du terme: prix, pratiques, thèmes...

Il est pour nous important de continuer à développer ce genre de moments où les gens peuvent se rencontrer, s'amuser, discuter, débattre. A la fois passer un bon moment, et lutter. Comme on dit au pays basque, Besta bai Boroka ere bai. La fête oui! Mais la lutte aussi!

Nous tenons à remercier les groupes et collectifs qui ont participé à ces moments: Les Nomades du Temps, collectif femmes Les Copines, Asti 15°, Androzine, Stop Viol, Fédération Anarchiste, Péril Rouge, le Mouvement des Objecteurs de Conscience, Comité de soutien aux réfractaires, Comité National contre la Double Peine, la COPEL, L'APAD et Noise Gate.

Ainsi que les groupes de genre divers et variés (ceci est aussi un choix: d'essayer de briser le ghetto musical et d'avoir des genres différents: punk, hardcore, jazz, reggae, rock'n'roll, rap, ska etc...) qui ont donné de leur temps pour nous soutenir: Found Roots, Panik, KNPT, Straight Royeur (Lyon), Zéro pour Cent (Lyon), Nomad Sisters, les Oigdts, Raymonde et les blancs becs, les Indécis, Laid Thenardier, Ben Barka, Les Cadavres, Broken Bollocks Band, Comix, Légitime Démence, Spado (Frankfurt), Les Neurones en Folie, Domino, la Marabunta, les Derviches Tourneurs, Panthy Rose Perversity, D'Jobaï et les Babtous, Kochise (Agen), Morlocks, Magic Mushrooms, Dileurs, Tears of a Doll, Ancalagon Informers, n°6, Ze Six, Down by Law, Chatterton Carré Blanc pour Série Noire.

**ROCK CONTRE LA REPRESSION**  
organisé par **SCALP REFLEXE**

**SAMEDI 8 DECEMBRE**  
MEETING AVEC LES BARRAGES  
LECONTRE LE SOCIAL, LA REPRESSION  
CONCERT AVEC:  
**LES KAMIONERS DU SUICIDE**  
ET  
**BEN+BARKA**  
coorganisé avec  
C.S.L. CONTRE-PA.

**SAM 8 DEC**  
ENSEMBLEMENT  
CONTRE LES  
BOUFFES  
PLACE DE LA  
SARONNE  
14H.  
D'EX MICHEL  
L'UN EN HAUTE

**DIM 9 DEC.**  
**LES COPINES**  
**BROKEN BOLLOCKS**  
**BAND**  
ET  
**COMIX**

**LES**  
**SAIERS**  
**TRAIT AU**  
**PAID DE**  
**LOUTIER**  
**CONTRE LA**  
**REPRESSION**

**TABLE**  
**DE PRESSE,**  
**BOUFFE,**  
**BOISSONS.**

**AU**  
**14 RUE DE**  
**NANTEUIL**  
**PARIS 15°**  
PLAISANCE

**CONCERT GUERRE A LA GUERRE**  
**REFLEXES & MOC et le SCALP**

**WEEK-END**  
**DEBAT**  
**CONCERTS**

**JANEDI 16 FEV.**  
DEBAT AVEC LE  
MOUVEMENT DES  
OBJECTEURS DE CONSCIENCE  
ET LE COMITE DE SOUTIEN  
AUX REFRACTAIRES  
CONCERT AVEC:  
**LES STAMES DE L'ENFANCE**  
**SPADO**  
**LES NEURONES EN FOLIE**

**DIMANCHE 17 FEV.**  
CONCERT AVEC:  
**domino**  
**LA MARABUNTA**  
**LES DERVICHES**  
**TOURNEURS**

**TABLES**  
**DE PRESSE,**  
**BOUFFE,**  
**BOISSONS...**

**AU**  
**14 RUE DE**  
**NANTEUIL**  
**PARIS 15°**  
PLAISANCE  
TEL. 425099

**CONCERT ANTISEXISTE**  
**REFLEXES & SCALP présentent**

**WEEK-END**  
**CONCERTS**  
**DEBATS**

**SAM 5 NOV.**  
DEBAT: violences sexistes  
contre les femmes  
Femmes Immigrées  
CONCERT AVEC:  
**STRAIGHT ROYEUR**  
**ZÉRO POUR CENT**  
**NOMAD SISTERS**

**DIM. 6 NOV.**  
DEBAT: Femmes et  
antiracisme LES dans  
les mouvements radicaux  
CONCERT AVEC:  
**LES OIGDTS**  
**RAYMONDE**  
**les blancs becs**  
**les Indécis**  
RACH TOURNEUR

**EXPO**  
**TABLE DE**  
**PRESSE,**  
**BOUFFE,**  
**BOISSONS.**

**74 RUE**  
**DE NANTEUIL**  
**PARIS 15°**  
PLAISANCE  
TEL. 425099

**concerts REFLEXES LES NOMADES**

**SAMEDI 22 SEPTEMBRE**  
AVEC  
**FOUND ROOTS**  
REGGAE

**DIMANCHE 23 SEPT.**  
AVEC  
**PANIK**  
ET  
**KNPT.**

**AU**  
**14 RUE**  
**DE NANTEUIL**  
**PARIS 15°**  
PLAISANCE

**STOP**  
**FASCISM**

**EXPO**  
**BOUFFE,**  
**BOISSONS,**  
**TABLE DE**  
**PRESSE.**

# BABYLON FIGHTERS



M U S I Q U E S

*«On a toujours digéré les influences diverses qu'apportent les musiciens, de cette digestion sortait une espèce d'hybride culturel: mélange batard de plein de sorte de musiques sans que ce soit pour autant une juxtaposition. Depuis 5, 6 ans, on a tous murré dans notre tête, on a écouté d'autres choses et ce que l'on ingurgite depuis quelques années commence à ressortir dans nos créations musicales d'où les "nouveaux morceaux". »*

## L'évolution des Babylon?

C'est l'évolution logique qui ne renie pas la démarche des Babylon.

## Rock Alternatif?

Les labels ont voulu devenir gros, plus gros, trop vite; les groupes également ont voulu devenir trop gros, trop vite. Du coup, il ya plein de groupes qui ont splitté, qui sont morts de ça, alors qu'il y aurait peut-être fallu être plus serein, plus profond.

## Situation du groupe?

Au niveau de notre intégration au marché, on peut dire qu'une page est en train de se tourner, depuis une année, on a commencé à démarcher les majors sans renier bien évidemment tout l'alternatif avec qui on a fait un bout de chemin, pour la bonne raison qu'on n'a existé que par ce mouvement. Mais je crois que si tu veux te développer, évoluer; tu es malgré tout obligé de t'intégrer un peu.

## Conclusion du rock Alternatif?

J'en tire que malgré tout on a obtenu quelques victoires: les groupes qui signent chez les majors signent dans des conditions que jamais ils n'avaient obtenus avant. Deuxième victoire de l'alternatif: on peut retrouver la Mano Negra dans un concert pour les mal-logés ou retrouver Babylon Fighters et les Sattelites sur une tournée en Roumanie et ça je crois que c'est parce que ces groupes viennent de l'alternatif, qu'ils ont encore envie de faire ce genre de choses; je pense que c'est très important. La présence de tels groupes dans les vrais concerts militants, c'est un point de repère, le jour où ils ne veulent plus ce sera grave. En attendant certains sont encore là. Je ne parle pas bien sûr des concerts pseudo-militants à la SOS-Racisme où tu joue gratos mais comme tu passes à la télé tu touches l'argent de la SACEM. Mais d'un autre côté, les majors recommencent à signer tout et n'importe quoi. Alors pour certains groupes qui ont signé chez les majors ça va être la poubelle dans un ou deux ans; qui?, comment?, je ne sais pas mais certains vont déchanter c'est sûr. Nous on a eu la chance de ne pas être signé sur la mode alternative. Nos partenaires présents pensent qu'on a un potentiel indéniable, mais les objectifs ne sont pas les mêmes. Du coup, on mettra la barre moins haute, je suis pour un truc progressif, contre la surenchère. On a pas fait huit ans avec l'alternatif par choix ou par non-choix pour tomber dans les pièges grossiers de l'alternatif.

## Evolution de la scène française?

Quand je vois l'exemple des Etats-Unis, je flippe vraiment que l'Europe devienne comme ça. Et si cela devient comme ça, ça va devenir grave. Parce que dans les banlieues c'est vraiment dur, nous on le vit pas trop parce

qu'on est en province mais on a beaucoup de copains rebeu et on a l'impression que dans les cités en ce moment c'est vraiment chaud. Et si ça explose, où ils se feront écrabouiller où c'est la guerre civile; je ne suis pas très optimiste. Il faut bien comprendre le problème au fond: il faut réduire les inégalités, se regrouper en collectifs d'auto-défense, de bouffe, de squatts pour se défendre: je vois à Lyon que cela passe vraiment par là. Je pense qu'une grande partie de la jeunesse est consciente de ça et qu'elle n'a pas envie de se laisser faire: qui n'a pas son copain black ou rebeu: ce ne sont pas des choses qui peuvent te laisser indifférent mais il est possible que cela ne finisse pas très bien.

## L'Europe de l'Est?

On a été en Roumanie et c'était vraiment fort, on a pris une grosse claque dans la gueule. Dès que tu passes la frontière, la misère te saute à la gueule: c'est la misère blanche, celle que l'on a pas l'habitude de voir: ce pays dégage une impression de chaos. Et quand je vois comment les gens te reçoivent, c'est super: ils ne souffrent pas pendant trois mois pour pouvoir t'accueillir. Il faut vraiment trouver une alternative au capitalisme sauvage, se retrouver avec une seule culture mondiale qui est la culture de consommation c'est l'honneur! Quand on a été en Allemagne de l'Est et qu'on a vu comment ils étaient, on a fuit. Ils plongent tous dans le capitalisme et n'ont que deux mots à la bouche: Deutschmark et Mercedes: le résultat de quarante ans de sous-culture. Les radicaux Berlinoïsi flippent comme des fous, leur petite bulle a explosé. Quand on voit qu'il y a 400 néo-nazis qui ont fait des descentes dans les squatts, et qui ont bastonné tout le monde à un point pas imaginable c'est horrible.

## Petit rappel...

*"Aujourd'hui, le tiers monde n'est pas seulement à nos portes, il est dans nos murs : là où par suite des habitudes de facilités liées à l'héritage colonial et d'une gestion sauvage de l'immigration, le capitalisme sauvage a pu asseoir son développement sur l'exploitation d'un sous-prolétariat immigré (...) Non seulement nous réaffirmons notre attachement au droit d'asile et combattront toute tentative engagée au plan international, voire au plan européen, pour le restreindre. mais surtout, le droit de séjour en France pour tous les étrangers admis sur le territoire national doit échapper à l'arbitraire de l'administration (...)*

*La notion de l'expulsion de l'étranger en situation régulière (donc la notion de double peine : condamnation pénale suivie d'expulsion) sera supprimée."*

Quel Parti socialiste pouvait bien inscrire ça dans son programme?

### En fait sortie

Compilation avec les Thugs, Original Disease, Désert Culturel, amnésie, les Ejectés, Babylon Fighters, Blaggers, Outrage et Rébellion, Kochise, Haine Brigade, Dirty District, Alto Bruit, Seizure, Pleûm, the Ex, Complot Brunswick.

à commander à Reflexes 14 rue de Nanteuil  
75015 Paris où à OAF BP 166 86004 Poitiers  
Cedex (tarifs port compris CD : 90f, K7 : 58f).



## ABONNEMENTS :

- |                           |  |   |
|---------------------------|--|---|
| 10 numéros :              | <input type="checkbox"/> 100f          | <input type="checkbox"/> 150f soutien   |
| De diffusion              | <input type="checkbox"/> 3ex. 240f     | <input type="checkbox"/> 5 ex. 400f   |
|                           | (ajouter 20f. pour l'international)    |   |
| Adhésions à l'association | <input type="checkbox"/> 50f précaires | <input type="checkbox"/> 100f <input type="checkbox"/> à partir de 150f soutien |

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : ..... Téléphone (facultatif) : .....

Reflex : 14 rue de Nanteuil 75015 Chèques à l'ordre de REFLEX.

Ecrivez-nous pour demander un catalogue du matériel disponible (affiches, autocollants, badges, Tee-Shirt, disques, zines...)

Reflexes est édité par le réseau R.E.F.L.E.X. Directeur de publication B. Delmotte.

Depôt légal à parution. ISSN 0764 - 9339. Commission paritaire 68 888.

# Odd,

C'était ainsi que tu t'étais  
surnommé,  
tu te voulais mystère, tu te voulais  
lumière,  
Nous te voulions comme frère,  
Sociable, affable, subtile, habile,  
Tels étaient tes principaux traits de  
caractères,  
Ton ambition, ta détermination, ta  
générosité envers autrui  
faisait de toi un exemple pour  
nous autres tes amis  
Toi, tu l'avais compris,  
La violence devait être bannie,  
Pour laisser passer place à une  
bien plus paisible vie  
Que commanderait seule la  
supériorité de l'esprit,  
Ta soif de vivre, ton désir de  
réussir, représentait là les  
fondements de ton avenir,  
Être quelqu'un, sortir de la  
médiocrité,  
Tel était ta volonté  
Une logique inaltérable qui  
résolvait les problèmes les plus  
indésirables  
Responsables oh oui tu l'étais,  
En toi nous avons toute confiance,  
Et jamais tu nous ne décevais,  
Jamais tu ne nous abandonnais,  
Avions-nous besoin de toi, toujours  
tu étais là  
Sur le qui-vive et faisant don de  
toute part  
La solidarité c'était ta vérité

Dans la vie tu t'étais fixé un but  
Des maximes sur tes murs  
accrochés  
Tes principes, tes conceptions de  
la vie encadrées  
Et tu disais sans cesse :  
abandonner c'est prouver qu'on  
est faible  
La vie est une lutte perpétuelle  
A ton image, Bamoro, tous  
ensemble réunis, continuons notre  
combat pacifique pour la vérité et  
la justice,  
Ce poème que tu désirerais tant,  
ne t'ai malheureusement dédié  
qu'en cet instant,  
Ne puisse tu l'entendre Bamoro,  
ne puisse même connaître notre  
déchirement, notre désespoir,  
notre désolation,  
Une chose est cependant certaine,  
Bamoro tu nous as tous envoûtés,  
Comme un enchanteur, tu as su  
charmer nos cœurs,  
Par tes paroles, douce mélodie, tu  
calmais toujours les plus fougueux  
esprits  
De toi émanais bonté, sincérité,  
gaité,  
En cœur Bamoro nous dirons que  
tu étais un être admirable,  
Par ton originalité, un être  
inoubliable,  
Et toujours ton nom demeurera  
dans nos mémoires et dans nos  
cœurs gravés.